

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/14238]

19 JUILLET 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant, en application de l'article 49, § 3, du Code du Développement territorial, un projet de révision du plan de secteur de La Louvière-Soignies (planche 38/8) en vue de l'inscription sur le territoire de la commune de Soignies (Soignies et Neufvilles), sur le site dit « Carrières du Hainaut », de quatre zones de dépendances d'extraction, d'une zone d'extraction devenant au terme de l'exploitation une zone d'espaces verts, d'une zone d'activité économique industrielle, de quatre zones agricoles, d'une zone d'espaces verts, d'une zone forestière, d'une zone de services publics et d'équipements communautaires afin de permettre la poursuite de l'activité existante, au titre de compensations planologiques et à titre complémentaire aux abords du site

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code du Développement territorial (CoDT), les articles D.I.1, D.II.18, 21, 23, 26, 28, 30, 33, 36 à 38, 41, 44, 45, 48, 49 et 65, D.VIII.4, 12 et 29 à 33;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu le schéma de développement du territoire (SDT), adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 établissant le plan de secteur de La Louvière-Soignies;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 adoptant définitivement la révision du plan de secteur de La Louvière-Soignies inscrivant une zone d'extraction destinée à permettre la mise en dépôt des terres de découverte et des stériles de la carrière exploitée par la « S.C.A. Carrières du Hainaut » sur le territoire de Soignies (Neufvilles), au lieu-dit « Le Calai »;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juin 2016 :

décidant la révision du plan de secteur de LA LOUVIERE-SOIGNIES (planches 38/8, 39/5 et 46/1),

adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription :

- de deux zones d'extraction sur le territoire de la commune de Soignies (Soignies et Neufvilles), en extension du site dit « Carrières du Hainaut », afin de permettre la poursuite de l'activité existante;

- de deux zones d'extraction, d'une zone d'activité économique industrielle, d'une zone agricole et d'un périmètre de réservation, à titre complémentaire, sur le même site;

- de trois zones agricoles et de deux zones d'espaces verts sur le même site ainsi que d'une zone naturelle, de deux zones agricoles et d'une zone d'espaces verts sur le site dit « Restaumont » ou « Nocarcentre » à Ecaussinnes au titre de compensation planologique et d'une zone naturelle à titre complémentaire;

- et du remplacement d'un périmètre de réservation relatif à un tronçon réalisé de la RN 57 sis à proximité du site dit « Restaumont » par le tracé du tronçon réalisé;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de La Louvière-Soignies (planches 38/8, 39/5 et 46/1), adopté le 16 juin 2016 et relatif au site dit « Carrières du Hainaut » à Soignies;

Vu le schéma de développement communal de la commune de Soignies, adopté définitivement le 20 mars 2017 et entré en vigueur le 1^{er} août 2017;

Vu la délibération du collège communal de Soignies du 5 juillet 2017 relative à la réaffectation du dépôt de stériles dit « motte nord » appartenant aux Carrières du Hainaut;

Vu la Déclaration de Plitique Régionale 2017-2019 du 25 juillet 2017;

Considérant que la « S.C.A. Carrières du Hainaut » a chargé le bureau « ARCEA sprl » (chaussée de Binche 30 à Mons), de la réalisation de l'étude d'incidences de plan et en a informé le Ministre de l'Aménagement du Territoire le 8 décembre 2016; que cet auteur de projet n'a pas été récusé;

Considérant que le décret du 20 juillet 2016 abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129^{quater} à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129^{quater} à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et formant le Code du Développement territorial (CoDT) est entré en vigueur le 1^{er} juin 2017;

Considérant que l'article D.II.65 du CoDT prévoit en son paragraphe 2 que pour les procédures de révision du plan de secteur qui sont en cours mais dont le projet n'a pas été adopté à la date d'entrée en vigueur du CoDT, il est fait application de la procédure visée par le CoDT étant acquis que :

«1° L'envoi de la demande visée à l'article 42bis du CWATUP, accompagnée du dossier de base, des éléments relatifs au déroulement de la procédure d'information du public et de l'avis ou des conseils communaux vaut envoi de la demande au sens de l'article D.II.48, § 3;

2° l'arrêté du Gouvernement arrêtant l'avant-projet de plan vaut décision de révision, adoption provisoire du plan de secteur, adoption provisoire des compensations et dossier de base au sens des articles D.II.44 et D.II.48, § 5;

(...)

4° l'étude d'incidences sur l'environnement en cours à la date d'entrée en vigueur du Code se poursuit et, à son terme, constitue le rapport sur les incidences environnementales. »;

Considérant dès lors que l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juin 2016 décidant la révision du plan de secteur de La Louvière-Soignies (planches 38/8, 39/5 et 46/1) et adoptant l'avant-projet de révision vaut décision de révision, adoption provisoire du plan de secteur, adoption provisoire des compensations et dossier de base au sens des articles D.II.44 et D.II.48, § 5, et que l'étude d'incidences sur l'environnement constitue, à son terme, le rapport sur les incidences environnementales (RIE);

Considérant que la version finale de l'étude d'incidences a été déposée le 3 novembre 2017; qu'elle constitue donc le rapport sur les incidences environnementales;

Considérant que le pôle « Aménagement du Territoire », le pôle « Environnement » et la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) ont formulé leurs observations et leurs suggestions relatives au RIE respectivement les 16 janvier 2018, 20 février 2018 et 8 février 2018;

Considérant que le Ministre de l'Aménagement du Territoire a estimé utile de consulter la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (DGO3) en ses diverses compétences sur le RIE;

Considérant que la DGO3 a émis trois avis : un avis à caractère général le 24 avril, un avis complémentaire relatif à la préservation de la biodiversité le 15 mai et un avis sur les aspects géologiques le 24 avril 2018;

Considérant que suite à ce dernier avis, une annexe relative aux aspects géologiques a été ajoutée au RIE et que, par ailleurs, quelques corrections et compléments mineurs ont été apportés à la version d'octobre 2017 sous forme d'errata;

Considérant que le CoDT prévoit en son article 49, § 3, que lorsque, sur la base du RIE et des avis, le Gouvernement estime qu'une autre solution raisonnable envisagée est de nature à mieux répondre aux objectifs poursuivis que le projet de plan, il l'approuve en tant que projet de plan;

Considérant que le RIE en sa première phase examine de manière attentive et exhaustive tous les aspects du volet socio-économique du projet; qu'il valide le fait que ce projet rencontre non seulement les besoins de l'entreprise, mais également ceux de la collectivité; qu'il valide aussi sa localisation;

Considérant que le pôle « Aménagement du Territoire » estime que le RIE justifie correctement tous les aspects socio-économiques et de localisation du projet; que le pôle « Environnement » adhère aussi de manière générale aux objectifs de la révision; que la DGO3, en son avis du 24 avril 2018, estime que d'un point de vue géologique, il s'agit d'un très beau projet qui devrait fournir, dans des conditions d'exploitation relativement faciles, un matériau de très bonne qualité;

Considérant que le schéma de développement communal de la commune de Soignies, adopté définitivement le 20 mars 2017, souligne l'importance de la pierre bleue et des carrières pour la commune de Soignies, tant en termes d'économie que de patrimoine; que, plus particulièrement, elle a inscrit dans ses objectifs d'aménagement la révision du plan de secteur afin de permettre l'extension des activités de la « S.C.A. Carrières du Hainaut »;

Considérant dès lors que ni le RIE, ni les avis ne remettent en cause la justification socio-économique du projet et sa localisation en extension du site dit des « Carrières du Hainaut »; qu'en outre le caractère urgent de cette demande est confirmé;

Considérant cependant que le RIE et les instances d'avis émettent plusieurs suggestions dont certaines doivent être prises en compte;

Adaptations du zonage demandé compte tenu de l'entrée en vigueur du CoDT (zone d'extraction et zone de dépendances d'extraction)

Considérant tout d'abord qu'il convient d'adapter le choix des zones à inscrire en fonction du nouveau prescrit du CoDT; qu'en effet depuis le 1^{er} juin 2017, deux zones du plan de secteur permettent le développement d'une activité extractive, à savoir la zone de dépendances d'extraction (articles D.II.28 et 33 du CoDT) et la zone d'extraction (article D.II.41); qu'en fonction de la spécificité de la demande, l'une ou l'autre doit être choisie pour être inscrite sur telle ou telle partie de l'extension sollicitée;

Considérant que le RIE a analysé le site en fonction de cette modification décrétales et, compte tenu des caractéristiques des lieux et des nécessités du développement de l'activité extractive prévue, a proposé une répartition entre zone de dépendances d'extraction et zone d'extraction;

Considérant que le projet adopté le 16 juin 2016 portait sur l'inscription de trois zones d'extraction au sens de l'article 32 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (CWATUP) en vigueur à cette date;

Considérant que la première de ces zones, située en bordure nord du site (environ 43 ha), comprenait trois parties respectivement destinées à :

- l'exploitation du prolongement du gisement de pierre bleue vers le nord, là où celui-ci n'est recouvert que par des terrains meubles et est donc facilement accessible;

- la création d'une « zone de dépendances nord » destinée à la préparation des blocs et la maintenance du matériel de la « S.C.A. Carrières du Hainaut » en remplacement de la zone située en fond de carrière et qui sera progressivement remblayée;

la création d'un merlon protecteur continu, isolant l'exploitation vers le nord et l'ouest, et constitué de deux parties : le « merlon nord » et le « merlon SWDE », en face des terrains appartenant à la Société wallonne de Distribution d'eau (SWDE);

Considérant que la partie destinée à l'exploitation du gisement ne comprendra pas de dépendances techniques à caractère permanent et peut donc être inscrite en zone d'extraction au sens de l'article D.II.41 du CoDT;

Considérant par contre que la partie dénommée « zone de dépendances nord », destinée à la préparation des blocs et la maintenance du matériel de la « S.C.A. Carrières du Hainaut », doit être inscrite en zone de dépendances d'extraction au sens des articles D.II.28 et 33 du CoDT;

Considérant que le merlon protecteur constituant le périmètre d'isolement prévu à l'article D.II.28 est imposé tant pour la zone de dépendances d'extraction que pour la zone d'extraction; que celui-ci sera donc intégré à la zone qu'il isole;

Considérant que la deuxième de ces zones, située en bordure ouest du site (environ 73 ha), comprenait quatre parties respectivement destinées à :

- l'élargissement de la zone de la « bande de Neufvilles » vers le sud, afin de permettre l'exploitation du prolongement du gisement de pierre bleue vers l'ouest;

- la création d'une zone de dépendances destinée à la construction d'une nouvelle usine à granulats;

- la création d'un merlon protecteur continu, isolant l'exploitation vers l'ouest, constitué de deux parties : le merlon « Neufvilles » et le merlon « granulats »;

- la création d'une zone destinée au stockage des stériles, dans le prolongement du dépôt existant de stériles, dit « motte actuelle » ou « motte sud », situé sur la zone d'extraction inscrite au plan de secteur par arrêté du 16 janvier 2003;

Considérant que la partie destinée à l'exploitation du gisement (élargissement de la « bande de Neufvilles ») ne comprendra pas de dépendances techniques à caractère permanent et peut donc être inscrite en zone d'extraction au sens de l'article D.II.41 du CoDT;

Considérant que la zone de dépendances destinée à la construction d'une nouvelle usine à granulats ainsi que celle destinée au stockage des stériles, doivent être inscrites en zone de dépendances d'extraction au sens des articles D.II.28 et 33 du CoDT;

Considérant que le merlon protecteur constituant le périmètre d'isolement prévu à l'article D.II.28, imposé tant pour la zone de dépendances d'extraction que pour la zone d'extraction, sera intégré à la zone qu'il isole;

Considérant que la troisième de ces zones, inscrite à titre complémentaire, prévoyait la mise en conformité d'une partie de la zone d'activité économique industrielle et d'une partie de la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel existantes au sud-est du site avec l'utilisation effective des terrains telle qu'elle découle des autorisations délivrées; que compte tenu que ces zones sont en grande partie incluses dans la zone de dépendances d'extraction existante, il est logique de les inscrire également en zone de dépendances d'extraction;

Considérant en outre que le CoDT prévoit que l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction implique la détermination, dès le stade de la révision du plan de secteur, de l'affectation précise qui sera attribuée à ces biens au terme de l'exploitation;

Considérant qu'en conséquence, l'auteur du RIE, après analyse, préconise que les zones d'extraction inscrites deviennent des zones d'espaces verts au terme de l'exploitation; que ce choix est cohérent puisqu'au terme de l'exploitation, il s'agira principalement de fosses d'extraction;

Considérant enfin qu'il est nécessaire d'assurer la cohérence globale du plan de secteur sur ce site; qu'il faut, dès lors, vérifier si la répartition entre zones d'extraction (zones non destinées à l'urbanisation) et zones de dépendances d'extraction (zones destinées à l'urbanisation) est pertinente;

Considérant que de cette analyse, il ressort qu'il serait préférable d'inscrire une large bande de zone d'extraction (devenant zones d'espaces verts au terme de l'exploitation) qui comprendrait à l'ouest l'entièreté de la bande de Neufvilles et qui, en passant par la fosse d'extraction de l'extension nord, rejoindrait à l'est la « motte nord »; que cette large zone non destinée à l'urbanisation permettrait, à terme, de former un corridor vert qui irait du village de Neufvilles à l'agglomération de Soignies et couvrirait environ 65 hectares;

Considérant qu'afin d'assurer cette continuité, l'auteur du RIE propose que :

- la partie nord de la « bande de Neufvilles »;
- et plusieurs terrains situés au sud de la route de Neufvilles (de part et d'autre de l'actuelle usine à granulats), actuellement inscrits au plan de secteur en zone de dépendances d'extraction soient convertis en zone d'extraction devenant au terme de l'exploitation une zone d'espaces verts;

Considérant que la répartition de l'ensemble de ces affectations est justifiée de manière pertinente par l'auteur du RIE; que le pôle « Environnement » émet un avis favorable sur cette proposition et que les autres instances consultées n'émettent pas d'objection à ce sujet; que dès lors, moyennant une légère adaptation (6 ares), le Gouvernement décide de modifier le projet en ce sens;

Autres modifications des zones à inscrire

Considérant que l'auteur du RIE suggère quatre autres ajustements des zones à inscrire au plan de secteur;

Considérant que le premier ajustement concerne la bordure ouest de la zone de dépendances d'extraction destinée à l'installation de l'usine à granulats; que l'auteur de projet constate qu'elle déborde légèrement sur le ruisseau du Plantin et propose dès lors de la décaler légèrement vers l'est afin de suivre la limite de ce cours d'eau; que cette rectification ne réduira la zone de dépendances d'extraction que de quelque 26 ares;

Considérant qu'en son avis du 15 mai 2018, la DGO3 insiste pour que cette modification soit adoptée; qu'il est effectivement nécessaire de réduire la zone de dépendances d'extraction à cet endroit;

Considérant que le deuxième ajustement concerne le nord de la zone de dépendances d'extraction constituant la bande de Neufvilles;

Considérant qu'à cet endroit la zone de dépendances d'extraction existante au plan de secteur englobe une petite plage cultivée (1,08 hectares) et quelques habitations (53 ares), que cet espace ne sera ni exploité, ni utilisé pour l'édification des merlons et que la zone de dépendances d'extraction jointive sera convertie en zone d'extraction devenant zone d'espaces verts au terme de l'exploitation;

Considérant que l'auteur de projet propose d'inscrire cet espace respectivement en zone agricole et en zone d'habitat à caractère rural;

Considérant en effet qu'il ne convient pas de laisser subsister au plan de secteur une très petite zone de dépendances d'extraction isolée et située en dehors du site exploité par la « S.C.A. Carrières du Hainaut »; que l'inscription des 1,08 hectares cultivés en zone agricole est justifiée; que par contre, compte tenu de son isolement, l'espace de 53 ares comprenant quelques habitations ne peut être inscrit en zone d'habitat à caractère rural; que cependant il peut être inscrit en zone agricole en vue d'assurer la cohérence du plan de secteur à cet endroit tout en évitant maintenir ces terrains en zone de dépendances d'extraction;

Considérant que le troisième ajustement vise à agrandir vers le sud-est la zone d'extraction de la bande de Neufvilles au dépend de la zone de dépendances d'extraction destinée à l'usine à granulats; que cet élargissement d'environ 3,49 hectares permettra d'avoir un accès suffisamment large vers la bande de Neufvilles tout en conservant un espace suffisant pour l'installation de la nouvelle usine à granulats; qu'en tout état de cause, cet ajustement ne modifie pas la surface globale de l'exploitation;

Considérant que le quatrième ajustement concerne l'extension nord (zone d'extraction et zone de dépendances d'extraction); qu'en effet, l'auteur de projet propose de la réduire légèrement vers l'ouest (0,57 ha) afin que le nouveau tronçon de la route de la pierre et ses abords n'empiètent pas sur la zone d'espaces verts et la zone de services publics et d'équipements communautaires de la SWDE;

Considérant qu'en son avis du 15 mai 2018, la DGO3 insiste pour que cette modification soit adoptée;

Considérant qu'il n'y a pas d'autres remarques des instances d'avis sur ces ajustements;

Considérant par ailleurs qu'au niveau du parking situé au nord-est du site (entrée par la rue du Viaduc), il subsiste au plan de secteur un petit plan d'eau, d'environ 16 ares, inscrit au plan de secteur et qui ne correspond pas à la situation de fait; qu'il convient donc de l'inscrire en zone de dépendances d'extraction, comme les terrains qui le joignent;

Considérant que, telles que décrite ci-dessus, ces modifications du projet adopté le 16 juin 2016 sont justifiées et y apportent des améliorations significatives; que le Gouvernement décide de modifier le projet en ce sens;

Désaffectation de la « motte nord »

Considérant que l'ancien dépôt de stériles, dit « motte nord », « ancienne motte » ou « motte Manant », situé au nord-est du site, est actuellement inscrit en zone de dépendances d'extraction au plan de secteur;

Considérant que ce site est constitué, d'une part, d'un sommet relativement plat d'environ 11 hectares et, d'autre part, de versants pentus, en grande partie boisés, qui, joints aux terrains qui les jouxtent au sud et dénommés « forêt Rombaux », couvrent une superficie de près de 20 ha;

Considérant que le projet adopté le 16 juin 2016 prévoyait l'inscription du sommet de ce terroir en zone agricole et de ses versants en zone d'espaces verts;

Considérant que ce site, tout à la fois proche de l'agglomération de Soignies et riche en biodiversité, a fait l'objet d'une analyse particulière par l'auteur du RIE et que de nombreuses informations ont été échangées avec la commune de Soignies à son sujet;

Considérant que la ville de Soignies constate que les zones de services publics et d'équipements communautaires existantes à Soignies sont saturées;

Considérant qu'elle considère que la proximité de ce site exceptionnel avec l'agglomération de Soignies doit être valorisée au bénéfice de ses habitants;

Considérant dès lors qu'elle souhaite voir s'y développer une zone de détente et de loisir dédiée aux sports de plein air et accessible à un public varié; qu'elle souhaite aussi que des activités à caractère agricole (potagers et vergers communautaires, pastoralisme) puissent s'y développer;

Considérant que, dans son schéma de développement communal, cette option n'était pas prévue à cet endroit mais que des besoins en terrains disponibles pour les activités sportives de plein air y étaient relevés;

Considérant que le collège communal détaille ces besoins dans sa délibération du 5 juillet 2017, notamment sur base des objectifs de son plan stratégique transversal;

Considérant que, compte tenu de ces éléments, l'auteur du RIE propose d'inscrire le sommet de cette « motte » en zone de services publics et d'équipements communautaires (11,3 hectares) et les versants ainsi que la « forêt Rombaux » en zone forestière (15,2 hectares), à l'exception d'une petite partie exposée au sud (4,5 hectares) qui est proposée en zone agricole;

Considérant qu'étant donné qu'il s'agit de l'inscription d'une zone destinée à l'urbanisation en lieu et place d'une zone déjà destinée à l'urbanisation, les conditions reprises à l'article D.II.45 ne s'appliquent pas;

Considérant que le pôle « Environnement » émet certaines réserves quant à cette proposition, notamment parce que l'inscription en zone agricole aurait mieux compensé les pertes en terres agricoles que cette révision du plan de secteur engendrerait;

Considérant que le pôle « Aménagement du Territoire », au vu des nombreux projets communaux suggère que la commune élabore préalablement un schéma de développement communal avant d'installer des équipements communautaires sur ce site, et dans l'attente, le réserve à des activités agricoles;

Considérant que la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, en son avis du 15 mai, s'oppose à la proposition communale estimant que le site doit prioritairement être destiné à la conservation et au développement de la biodiversité, tout en remarquant que cela n'empêcherait pas le développement d'une agriculture de type extensif et d'un réseau de sentiers de promenades;

Considérant que l'article D.I.1 stipule que le développement du territoire wallon doit être durable et attractif; que pour ce faire, il doit rencontrer et anticiper les besoins sociaux, économiques, démographiques et de mobilité de la collectivité de manière équilibrée en tenant compte des dynamiques et spécificités territoriales et de la cohésion sociale;

Considérant dès lors que les choix d'affectation en aménagement du territoire doivent se faire en gardant une vision globale et équilibrée du territoire et en comparant les potentialités des sites en vue de leur attribuer l'affectation la plus appropriée compte tenu des besoins de la collectivité et des spécificités territoriales;

Considérant que ce site possède d'indéniables potentialités du point de vue du développement de la biodiversité;

Considérant cependant que la population citadine, toujours plus nombreuse, a aussi besoin d'espaces de détente et de ressourcement; que ces espaces doivent se trouver à proximité immédiate des villes afin qu'il soit possible de s'y rendre de manière non motorisée;

Considérant par ailleurs que l'inscription d'une zone de services publics et d'équipements communautaires n'implique pas une complète artificialisation du site; que les projets de la ville de Soignies laissent au contraire une place importante aux espaces verts; qu'en tout état de cause les permis dans une telle zone seront délivrés par le Fonctionnaire délégué, ce qui garantit la cohérence du développement des activités au regard des options régionales;

Considérant par ailleurs que la présente révision du plan de secteur prévoit l'inscription d'environ 65 hectares de zone d'extraction devenant zone d'espaces verts au terme de l'exploitation; qu'en outre, des merlons verdurisés entoureront tout le site et auront un rôle de corridor écologique; que dès lors le développement de la biodiversité est garanti à long terme à l'ouest de Soignies; qu'en outre d'autres sites carriers existants dans la commune seront sans doute aussi, au moins en partie, reconvertis en d'espaces verts ou naturels;

Considérant dès lors que l'inscription, d'une part, de 65 ha de zone d'extraction à destination future de zone d'espaces verts et, d'autre part, de 11 ha de zone de services publics et d'équipements communautaires au cours de la même révision du plan de secteur permet de rencontrer de manière équilibrée les besoins de la collectivité, tant en termes de protection de la biodiversité qu'en termes de réponse aux besoins en lieux de détente et de sport de la population locale;

Considérant dès lors que le Gouvernement décide de modifier le projet suivant les périmètres proposés par l'auteur du RIE;

Bilan des compensations

Considérant que le projet adopté le 16 juin 2016 prévoyait l'inscription, au détriment de la zone agricole, d'environ 115 hectares de zone d'extraction au sens du CWATUP; que cette zone était, à cette date, classée parmi les zones destinées à l'urbanisation;

Considérant qu'au titre de compensation planologique, ce projet prévoyait la désaffectation d'environ 64 hectares sur le site des carrières du Hainaut (la « motte nord » et les terrains qui la jouxtent au nord-est, la forêt Rombaux et une grande partie de la « motte sud ») et, en complément, d'environ 54 hectares sur le site des carrières de « Nocarcentre », au lieu dit « Restaumont », sur le territoire de la commune d'Ecaussinnes, soit un total d'environ 118 hectares;

Considérant que, compte tenu de l'entrée en vigueur du CoDT, l'auteur du RIE a proposé de ventiler la demande d'inscription, au détriment de la zone agricole, entre zones de dépendances d'extraction (environ 70 hectares) et zones d'extraction (environ 45 hectares); que la zone de dépendances d'extraction est classée parmi les zones destinées à l'urbanisation alors que la zone d'extraction est classée parmi les zones non destinées à l'urbanisation; que dès lors seule l'inscription des zones de dépendances d'extraction en zone agricole nécessite l'application du principe de compensation imposé par l'article D.II.45, § 3, du CoDT ;

Considérant que l'auteur du RIE a en outre proposé la conversion de quelque 20,5 hectares de zone de dépendances d'extraction en zone d'extraction; que cette conversion permet d'obtenir l'inscription d'une bande continue de zone d'extraction au plan de secteur mais qu'elle permet aussi d'obtenir des compensations planologiques supplémentaires;

Considérant que la somme des superficies des compensations planologiques qui découlent de cette conversion (20,5 hectares), de la zone de dépendances d'extraction non bâtie à inscrire en zone agricole au nord de la bande de Neufvilles (1 hectare) et des superficies des compensations déjà prévues au projet adopté le 16 juin 2016 (64 hectares) desquelles il faut soustraire la superficie du sommet de la « motte nord » (qui sera inscrit en zone de services publics et d'équipements communautaires : 11,3 hectares) équivaut à un peu plus de 74 hectares;

Considérant que ces compensations planologiques sont juridiquement suffisantes pour répondre au principe de compensation imposé par l'article D.II.45, § 3, du CoDT; qu'il n'est donc plus nécessaire de désaffecter des terrains sur le site des carrières de « Nocarcentre », au lieu dit « Restaumont », à Ecaussinnes;

Considérant que les instances d'avis n'ont pas émit d'avis particulier sur cet aspect;

Considérant que le Gouvernement se rallie aux propositions de compensations planologiques proposées par l'auteur du RIE;

Suppression d'un tronçon de la rue de Neufvilles et de la route de la Pierre bleue

Considérant, que l'extension de la fosse d'extraction vers le nord nécessitera la suppression d'un tronçon de la rue de Neufvilles (N524) et d'un tronçon de la route de la Pierre bleue;

Considérant qu'afin de garantir et de localiser la création de deux nouveaux tronçons de voiries en remplacement de ceux qui devront être supprimés, le Gouvernement en son arrêté du 16 juin 2016 avait, d'une part, adjoint à l'inscription de la zone d'extraction nord la prescription supplémentaire *S 61 suivante : « *Aucun permis impliquant la suppression d'un tronçon de la rue de Neufvilles et des équipements de distribution qui la longent ou de la route de la pierre bleue ne peut être mis en œuvre au sein de cette zone tant que les voiries de déviation des tronçons supprimés ne sont pas réalisées et opérationnelles et que les contributions financières relatives au rétablissement des différents impétrants n'ont pas été déposées par le demandeur de permis* » et d'autre part, inscrit au projet de plan un périmètre de réservation au sens de l'article 40, § 1^{er}, 6°, du CWATUP;

Considérant que l'auteur du RIE confirme l'importance de l'axe de liaison Soignies-Neufvilles tant du point de vue trafic que du point de vue structuration du territoire; qu'il indique en conséquence que deux tronçons doivent bien être créés, l'un pour permettre de relier le plus directement possible la partie est et la partie ouest de la rue de Neufvilles et l'autre pour prolonger la route de la Pierre bleue de manière directe jusqu'à l'entrée du site des « Carrières du Hainaut »; qu'en outre il propose plusieurs scénarios et les évalue;

Considérant que le pôle « Aménagement du Territoire » salue la qualité de l'étude relative aux voiries réalisée par l'auteur de projet et que les autres instances d'avis n'abordent pas cet aspect;

Considérant cependant que, d'une part, la route de la Pierre bleue et la rue de Neufvilles ne sont pas des voiries inscrites au plan de secteur, et que, d'autre part, le CoDT ne permet plus l'inscription d'un périmètre de réservation au plan de secteur pour des infrastructures qui ne sont pas principales;

Considérant qu'il y a lieu de relever qu'en tout état de cause, l'inscription d'un périmètre précis aurait pu occasionner des difficultés lors de la délivrance des permis; que par contre, il convient de décrire les tracés des tronçons de voiries à réaliser de manière littérale afin que les futures voiries puissent répondre de manière optimale aux besoins relevés tout en minimisant les nuisances;

Considérant, par ailleurs, que la construction des tronçons de voiries préconisés impliquera la désaffectation d'un tronçon de la route de la Pierre bleue situé à l'extérieur du périmètre d'exploitation de la « S.C.A. Carrières du Hainaut »; qu'afin de ne pas accentuer le morcellement du territoire, l'auteur du RIE recommande de le démanteler et de rendre cet espace à l'agriculture;

Considérant enfin qu'en ce qui concerne la mobilité douce, l'auteur du RIE recommande d'assurer la continuité des cheminements cyclo-pédestres entre Soignies et le village de Neufvilles en prévoyant notamment l'aménagement d'un trottoir et d'une piste cyclable le long de la Rue de Neufvilles et sur le tronçon commun de la Route de la Pierre Bleue.

Considérant qu'en vue d'intégrer ces recommandations, le Gouvernement décide de compléter la prescription supplémentaire *S61 imposée par l'arrêté du 16 juin 2016 de la manière suivante :

« Aucun permis impliquant la suppression d'un tronçon de la rue de Neufvilles et des équipements de distribution qui la longent ou de la route de la pierre bleue ne peut être mis en œuvre au sein de cette zone tant que les voiries de déviation des tronçons supprimés ne sont pas réalisées et opérationnelles et que les contributions financières relatives au rétablissement des différents impétrants n'ont pas été déposées par le demandeur de permis.

Les voiries de déviation à créer sont :

- d'une part, un tronçon de la route de la Pierre Bleue qui, au sud, prendra naissance au sud-ouest de la zone de services publics et d'équipements communautaires (correspondant aux installations de la Société wallonne des eaux) et rejoindra, au nord, son tracé actuel au lieu-dit "Spodiau";

- d'autre part, un tronçon de la route de Neufvilles qui, partant de la partie est de la route de Neufvilles, longera par l'est et le nord la nouvelle zone de dépendances d'extraction inscrite au nord du site dit « Carrières du Hainaut » et rejoindra le nouveau tronçon de la route de la pierre bleue à l'ouest.

Ces deux tronçons devront comprendre des aménagements visant à permettre le maintien et le développement de la mobilité cyclo-pédestre entre Soignies et Neufvilles.

Le permis relatif aux voiries de déviation devra également porter sur le démantèlement du tronçon de la route de la Pierre Bleue qui ne sera plus utilisé et le retour à l'activité agricole des terrains ainsi libérés. »;

Autres prescriptions supplémentaires, conditions et recommandations

Considérant qu'en plus des propositions visant les adaptations du zonage et de la localisation du tracé des voiries de remplacement des tronçons de voiries supprimés, l'auteur du RIE énonce encore d'autres recommandations;

Considérant tout d'abord qu'il confirme l'utilité de la prescription supplémentaire *S62 reprise à l'arrêté du 16 juin 2016 qui vise à ne pas autoriser l'activité extractive au sein de la « bande Neufvilles » élargie tant qu'un remblayage et un réaménagement d'une superficie équivalente de la fosse actuelle n'aura pas été réalisée;

Considérant ensuite qu'il valide le schéma d'exploitation prévu par la « S.C.A. Carrières du Hainaut » pour une période s'étendant jusqu'en 2080; qu'à cette époque, le point le plus bas de la fosse d'extraction du côté sud sera de -32 mètres (côte IGN);

Considérant par contre qu'il ne valide pas le projet d'exploitation de la « S.C.A. Carrières du Hainaut » pour la période 2080-2130;

Considérant que pendant cette période, la « S.C.A. Carrières du Hainaut » envisage l'exploitation du gisement de pierre bleue situé à très grande profondeur, sous la zone de dépendances d'extraction actuellement sollicitée pour y installer la nouvelle usine à granulats;

Considérant qu'exploiter la pierre bleue à de telles profondeurs aurait inévitablement d'importantes incidences sur les eaux souterraines et qu'il n'est pas possible d'évaluer à une telle échéance compte tenu des connaissances scientifiques actuelles et de l'évolution inévitable des paramètres en cause résultant, notamment, de l'évolution des autres sites carriers situés à proximité et dont l'avenir à si long terme est inconnu; qu'il n'est pas possible de valider un tel scénario;

Considérant en outre que l'extraction de la pierre bleue sur ce site nécessiterait le déplacement de la nouvelle usine à granulats et que sa localisation future n'est pas prévue et ne peut, en tout état de cause, être étudiée 60 ans à l'avance;

Considérant que l'auteur du RIE propose qu'en fin d'exploitation, soit en 2080, la situation soit réévaluée en fonction des données futures; que si la poursuite de l'exploitation est décidée, il conviendra impérativement de préalablement résoudre les problèmes liés, notamment, à l'hydrologie et aux installations techniques; qu'à défaut, le site sera réaménagé et reconverti;

Considérant que le SDT précise que les révisions de plan de secteur adoptées en vue d'inscrire une zone d'extraction doivent répondre aux besoins de la collectivité à moyen terme, c'est-à-dire pour une durée de l'ordre de 30 ans (page 219); que, dans le cas de ce projet, une durée de 60 ans est acceptable compte tenu de l'importance des investissements nécessaires pour installer la nouvelle usine à granulats; qu'il n'est pas possible d'estimer les besoins de la collectivité, notamment en termes socio-économiques à une échéance de plus de 100 ans;

Considérant que le Gouvernement dans son arrêté du 16 juin 2016 émettait déjà des réserves quant à la possibilité d'exploiter cette zone; qu'il a cependant inscrit cette zone au projet de révision du plan de secteur compte tenu du fait qu'il n'est pas contesté qu'elle soit nécessaire à l'installation de la nouvelle usine à granulats;

Considérant qu'en ce qui concerne cette zone, le Gouvernement se rallie donc à la position de l'auteur du RIE; qu'en conséquence, il adjoint à cette zone de dépendances d'extraction la prescription supplémentaire de spécialisation et de précision de l'affectation *S63 suivante : « *L'exploitation du sous-sol n'est pas autorisée dans cette zone.* »;

Considérant qu'en termes de mobilité, l'auteur du RIE constate aussi qu'une diminution importante des nuisances pourrait être obtenue si une partie de la production de granulats pouvait être expédiée par chemin de fer;

Considérant que la voie ferrée longe le site des « Carrières du Hainaut » et que la nouvelle usine à granulats sera très proche de cette ligne;

Considérant que l'auteur du RIE a analysé la faisabilité technique d'un raccordement au chemin de fer et a proposé un tracé; que si d'un point de vue économique ce raccordement ne semble pas encore être rentable, il ne peut être exclu qu'il le soit dans le futur; qu'il propose dès lors qu'une zone de réservation soit prévue au plan de secteur dans cette perspective;

Considérant que depuis l'entrée en vigueur du CoDT, une telle zone de réservation ne peut plus être inscrite au plan de secteur; que cette inscription n'est en tout état de cause pas nécessaire puisqu'il suffit de réserver un espace dévolu à cette fonction au sein de la zone; que dès lors le Gouvernement décide d'adoindre à la prescription *S63 la précision suivante : « *Cette zone devra comprendre un espace réservé à l'aménagement éventuel d'un raccordement au chemin de fer.* »;

Considérant qu'en ce qui concerne l'alternative de transport de la production par la voie d'eau, l'auteur du RIE pointe que si cette alternative est envisageable à l'avenir, les départs de la carrière devront tout de même se faire par la route et que la rupture de charge rend, actuellement, cette solution non rentable;

Considérant que l'auteur du RIE énonce encore d'autres recommandations pertinentes en ce qui concerne :

- les chemins et sentiers qui seront déclassés : accompagner ce déclassement de l'inscription de deux nouveaux chemins (avec revêtement empierré) en limite ouest et en limite sud afin d'éviter les cheminements aboutissant à des culs de sac;

- le maintien de l'activité agricole sur les terres incluses dans le périmètre tant que leur utilisation pour l'activité extractrice et ses dépendances n'est pas commencée;

- les terres arables décapées et leur réutilisation;

- les nuisances liées au bruit, aux tirs de mines, aux vibrations;

- les impétrants (canalisation d'eau de la SWDE, conduite de transport d'hydrocarbures de TOTAL, ligne électrique);

- la gestion des eaux souterraines et de surfaces (concertation entre la SWDE, la « S.C.A. Carrières du Hainaut », la « S.A. Pierre bleue belge » et l'UMons);

- la biodiversité et le réseau écologique (merlon, « mottes », ruisseau du Plantin);

- la topographie et le paysage :

- profilage de la motte;

- profilage des merlons dont la hauteur préconisée est de 10 mètres;

- arasement du merlon « granulats », du merlon « nord » et d'une partie du merlon « SWDE » après exploitation;

- intégration paysagère de l'usine à granulats;

- les biens patrimoniaux et sites archéologiques;

Considérant que les instances d'avis approuvent ou appuient particulièrement certaines de ces propositions;

Considérant que le pôle « Aménagement du Territoire » souligne la qualité de cette seconde phase du RIE qui prend en compte l'ensemble des caractéristiques et des incidences du projet sur la géologie, l'hydrogéologie, le paysage, l'air, l'agriculture, la biodiversité, le bruit, les tirs de mines et les vibrations ainsi que la problématique de la mobilité;

Considérant que la CCATM insiste pour que ces recommandations deviennent obligatoires au moment de la délivrance des permis;

Considérant que la plupart de ces recommandations ne relèvent pas du plan de secteur et pourront effectivement être prises en compte dans le cadre des permis qui seront ultérieurement délivrés;

Considérant que pour le surplus, les autres remarques des instances d'avis relèvent également des mesures qui accompagneront la délivrance des permis;

Considérant par ailleurs que le projet adopté le 16 juin 2016 indiquait « *La révision de plan de secteur ne pourra être adoptée définitivement que lorsque les deux zones d'espaces verts et les deux zones agricoles inscrites au titre de compensation planologique sur les sites de stockage dit « ancienne motte » et « motte actuelle » auront fait l'objet d'un réaménagement complet* »;

Considérant qu'en ce qui concerne la motte sud, ces réaménagements sont bien avancés mais pas encore terminés; qu'il convient donc d'adapter cette condition à cette situation et aux nouvelles destinations prévues sur la « motte nord » de la manière suivante : « *aucun permis ne pourra être délivré au sein des nouvelles zones d'extraction et de dépendances d'extraction tant que les deux zones agricoles, la zone forestière et la zone d'espaces verts inscrites au titre de compensation planologique sur les sites de stockage dit « motte nord » et « motte sud » n'auront pas fait l'objet d'un réaménagement complet.* »;

Considérant en outre que l'auteur du RIE estime qu'il conviendra, pour la réalisation de la prolongation de la motte des stériles, de prévoir la mise en place d'un merlon périphérique temporaire qui permettra de limiter les impacts du processus de remblais depuis l'extérieur;

Conclusion

Considérant que la qualité du rapport sur les incidences environnementales est relevée tant par le pôle « Aménagement du Territoire » que par le pôle « Environnement »;

Considérant que le RIE met, certes, en évidence que le projet risque d'engendrer des nuisances mais qu'il établit aussi que ces nuisances sont gérables;

Considérant qu'après analyse du RIE et des avis, le Gouvernement estime que le projet de plan adopté le 16 juin 2016 doit être modifié afin de mieux répondre aux objectifs poursuivis et décide d'adopter en tant que projet un plan modifié qui répondra à cette attente;

Considérant que ce projet rencontre les objectifs de la déclaration de politique régionale 2017-2019; que le Gouvernement y indique en effet qu'il souhaite soutenir le développement socio-économique afin de créer plus de valeur ajoutée et plus d'emplois, notamment en permettant aux entreprises de disposer d'espaces suffisants pour assurer leur développement;

Considérant que l'auteur du RIE estime que, compte tenu de sa localisation et des impacts relevés, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontalier;

Considérant que le Gouvernement wallon se rallie à cette analyse;

Considérant dès lors qu'il n'est pas nécessaire de transmettre le nouveau projet de plan aux autorités compétentes des autres régions ou états visés à l'article D.VIII.12 du CoDT;

Considérant dès lors que le projet adopté, accompagné du rapport sur les incidences environnementales, pourra être transmis aux collèges communaux qui seront désignés par le directeur général de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et de Energie (DGO4) ou, à défaut, l'inspecteur général du Département de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme de la DGO4, pour être soumis à l'enquête publique;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement adopte, en tant que projet de plan, la révision du plan de secteur de La Louvière-Soignies (planche 38/8) portant sur l'inscription sur le territoire de la commune de Soignies (Soignies et Neufvilles), sur le site dit « Carrières du Hainaut » :

- de quatre zones de dépendances d'extraction, en remplacement;
- d'une zone agricole et d'une petite zone de services publics et d'équipements communautaires situées au nord du site, en vue d'installer hors gisement des dépendances techniques (exploitation de la pierre bleue);
- d'une zone agricole située au sud-ouest du site en vue de :
 - * créer une zone destinée à la construction d'une nouvelle usine à granulats;
 - * permettre l'agrandissement du site de stockage des stériles situé au sud du site (site dit « motte sud »);
- d'une zone d'activité économique industrielle et d'une zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel actuellement incluses dans la fosse d'extraction;
 - d'un très petit plan d'eau;
 - d'une zone d'extraction devenant au terme de l'exploitation une zone d'espaces verts, en remplacement :
 - * de trois zones agricoles situées au nord de la rue de Neufvilles, au sud de la bande de Neufvilles et au lieu-dit « Moulin »;
 - * d'une petite zone de services publics et d'équipements communautaires;
 - * de trois zones de dépendances d'extraction situées au sud de la rue de Neufvilles (bande de Neufvilles et terrains situés de part et d'autre de l'actuelle usine à granulats);
 - en vue de poursuivre l'exploitation du gisement existant vers le nord et vers l'ouest;
 - d'une zone d'activité économique industrielle en remplacement d'une zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel correspondant à une partie des installations de traitement de la pierre bleue;
 - de quatre zones agricoles, en remplacement de quatre zones de dépendances d'extraction, d'une très petite zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel et d'une zone d'espaces verts (site dit « motte sud », petite zone au nord de la bande de Neufvilles, flan sud du site dit « motte nord » et terrains situés au nord-est de celui-ci);
 - d'une zone d'espaces verts, en remplacement d'une zone de dépendances d'extraction (flan nord du site dit « motte sud »);

- d'une zone forestière, en remplacement d'une zone de dépendances d'extraction (zones pentues du site dit « motte nord » et « forêt Rombaux »);
- d'une zone de services publics et d'équipements communautaires, en remplacement d'une zone de dépendances d'extraction (partie sommitale de la « motte nord »),
conformément au plan ci-annexé.

Art. 2. La zone de dépendances d'extraction et la zone d'extraction inscrites au plan de secteur au nord de l'actuelle route de Neufvilles sont assorties de la prescription supplémentaire de phasage *S.61 suivante :

« Aucun permis impliquant la suppression d'un tronçon de la rue de Neufvilles et des équipements de distribution qui la longent ou de la route de la pierre bleue ne peut être mis en œuvre au sein de cette zone tant que les voiries de déviation des tronçons supprimés ne sont pas réalisées et opérationnelles et que les contributions financières relatives au rétablissement des différents impétrants n'ont pas été déposées par le demandeur de permis.

Les voiries de déviation à créer sont :

- d'une part, un tronçon de la route de la Pierre Bleue qui prendra naissance au sud-ouest de la zone de services publics et d'équipements communautaires correspondant aux installations de la Société wallonne des eaux et rejoindra son tracé actuel au lieu-dit "Spodiau";

- d'autre part, un tronçon de la route de Neufvilles qui longera par l'est et le nord la nouvelle zone de dépendances d'extraction inscrite au nord du site et rejoindra le nouveau tronçon de la route de la pierre bleue à l'ouest ».

Ces deux tronçons devront comprendre des aménagements visant à permettre le maintien et le développement de la mobilité cyclo-pédestre entre Soignies et Neufvilles.

Le permis relatif aux voiries de déviation devra également porter sur le démantèlement du tronçon de la route de la Pierre Bleue qui ne sera plus utilisé et le retour à l'activité agricole des terrains ainsi libérés. ».

Art. 3. La partie ouest de la zone d'extraction inscrite au plan de secteur est assortie de la prescription supplémentaire de phasage *S62 suivante :

« Aucun permis visant à autoriser l'activité d'extraction au sein de cette zone ne peut être délivré tant qu'une superficie égale à celle concernée par ce permis, localisée au sein de la fosse actuelle, n'a pas fait l'objet d'un remblayage et d'un réaménagement complet, matérialisé par la libération du cautionnement à prévoir pour ce réaménagement ».

Art. 4. La partie de zone de dépendances d'extraction située à l'ouest du site et destinée à accueillir l'usine à granulats est assortie de la prescription supplémentaire de spécialisation et de précision de l'affectation *S63 suivante :

« L'exploitation du sous-sol n'est pas autorisée dans cette zone.

Cette zone devra comprendre un espace réservé à l'aménagement éventuel d'un raccordement au chemin de fer. ».

Art. 5. Aucun permis ne pourra être délivré au sein des nouvelles zones d'extraction et de dépendances d'extraction tant que les deux zones agricoles, la zone forestière et la zone d'espaces verts inscrites au titre de compensation planologique sur les sites de stockage dit « motte nord » et « motte sud » n'auront pas fait l'objet d'un réaménagement complet.

Art. 6. Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-Être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

DIRECTION GENERALE OPERATIONNELLE
DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DU LOGEMENT,
DU PATRIMOINE ET DE L'ENERGIE (DGO 4)

DEPARTEMENT DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME
DIRECTION DE L'AMENAGEMENT REGIONAL



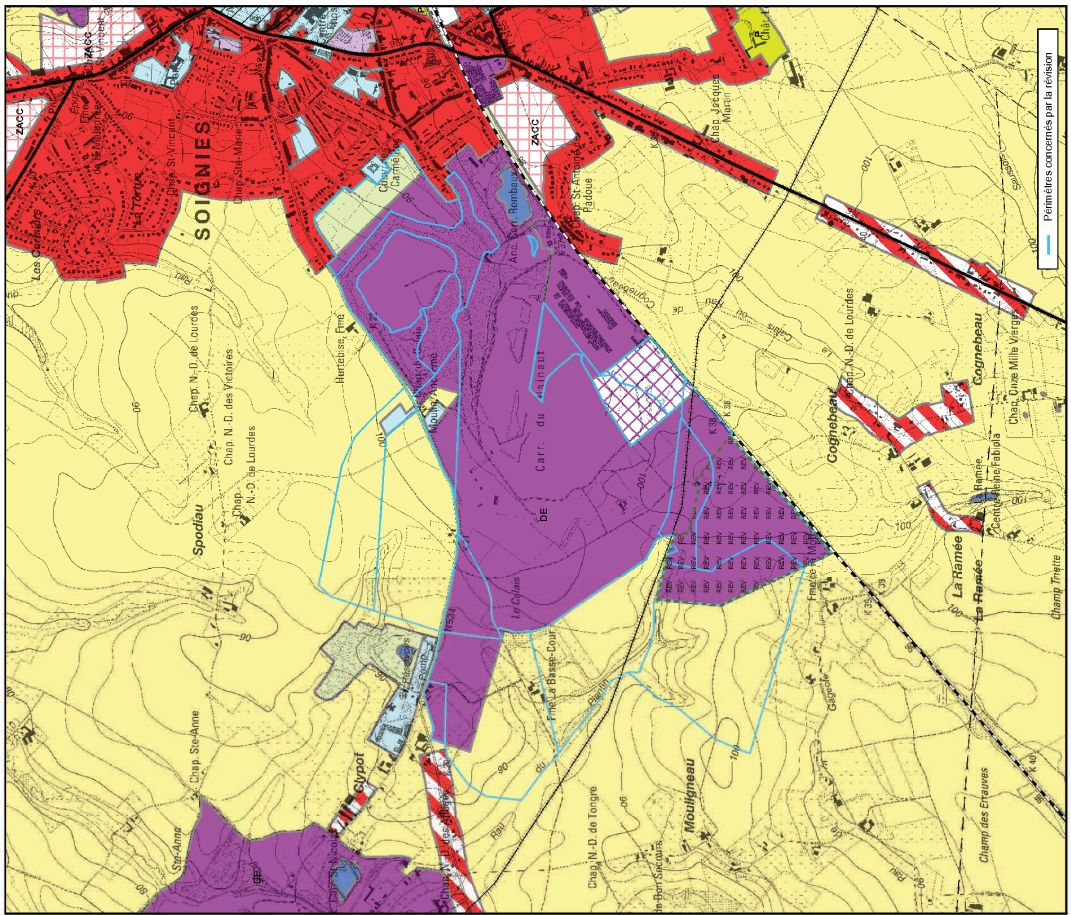
PROJET DE REVISION DU PLAN DE SECTEUR DE LA LOUVIERE - SOIGNIES

pris en application de l'article 49, §3, du CoDT
en vue de l'inscription de deux zones de dépendances d'extraction et d'une zone d'extraction devenant zone d'espace au terme de l'exploitation
ainsi que des compensations planologiques associées et, à titre complémentaire, de diverses zones,
sur le territoire de la commune de Soignies, sur le site dit « Carrières du Hainaut », planche I.G.N. 3818 SUD.

Vi pour être annexé à notre arrêté du
Le Ministre de l'Aménagement du territoire Le Ministre - Président

Carlo DI ANTONIO Willy BORSUS

PLAN DE SECTEUR adapté sur base des dispositions du CoDT. Ce plan n'a pas de valeur réglementaire et est présenté pour information.



PROJET DE REVISION DU PLAN DE SECTEUR



La carte originale est établie au 1/10.000

SPW / DGO4 / DATU / DAR / BG / VH / PB - Réf Dossier: D5000/3S/REV20 - le 03.07.2018

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2018/14238]

19. JULI 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den in Anwendung von Artikel 49 § 3 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung ein Revisionsentwurf des Sektorenplanes La Louvière-Soignies (Karte 38/8) angenommen wird, zwecks der Eintragung auf dem Gebiet der Gemeinde Soignies (Soignies und Neufvilles), am Standort genannt "Carrières du Hainaut", von vier Gebieten für Nebenanlagen von Abbaustätten, einem Abbaugbiet, das am Ende der Bewirtschaftung zu einem Grüngbiet wird, einem industriellen Gewerbegebiet, vier Agrargebieten, einem Grüngbiet, einem Forstgebiet, einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, um die Fortführung des bestehenden Betriebs zu ermöglichen, als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen und als Ergänzung in der Umgebung des Standorts

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung (GRE), Artikel D.I.1, D.II.18, 21, 23, 26, 28, 30, 33, 36 bis 38, 41, 44, 45, 48, 49 und 65, D.VIII.4, 12 und 29 bis 33;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2017 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. August 2017 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Raumentwicklungsschemas (RES);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 zur Festlegung des Sektorenplans La Louvière-Soignies;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2003 zur endgültigen Annahme der Revision des Sektorenplans La Louvière-Soignies zur Eintragung eines Abbaugebiets, das zur Lagerung der Abraumerde und des tauben Gesteins aus dem durch die "s.a. Carrières du Hainaut" bewirtschafteten Steinbruch in der Ortslage "Le Calai" auf dem Gebiet der Gemeinde Soignies (Neufvilles) bestimmt ist;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Juni 2016, durch den:

die Revision des Sektorenplanes LOUVIERE-SOIGNIES (Karten 38/8, 39/5 und 46/1) beschlossen wird,

der Vorentwurf der Revision angenommen wird, zur Eintragung:

- von zwei Abbaugebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Soignies (Soignies und Neufvilles) in Erweiterung des Standorts genannt "Carrières du Hainaut", um die Fortführung des bestehenden Betriebs zu ermöglichen;

- von zwei Abbaugebieten, einem industriellen Gewerbegebiet, einem Agrargebiet und von Reserveflächen als Ergänzung, an demselben Standort;

- von drei Agrargebieten und zwei Grüngebieten an demselben Standort sowie von einem Naturgebiet, zwei Agrargebieten und einem Grüngbiet an dem Standort genannt "Restaumont" oder "Nocarcentre" in Ecaussinnes als raumplanerischer Ausgleich und von einem Naturgebiet als Ergänzung;

- und betreffend die Ersetzung von Reserveflächen in Zusammenhang mit einem fertig gebauten Abschnitt der RN57 in der Nähe des Standorts genannt "Restaumont" durch die Trasse des gebauten Abschnitts;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016, durch den beschlossen wird, den Vorentwurf zur Revision des am 16. Juni 2016 angenommenen Sektorenplanes La Louvière-Soignies (Karten 38/8, 39/5 und 46/1) betreffend den Standort genannt "Carrières du Hainaut" in Soignies einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehen;

Aufgrund des kommunalen Entwicklungsschemas der Gemeinde Soignies, das am 20. März 2017 endgültig angenommen wurde und am 1. August 2017 in Kraft getreten ist;

Aufgrund der Beratung des Gemeindegremiums von Soignies vom 5. Juli 2017 über die Änderung der Zweckbestimmung des Lagers von taubem Gestein genannt "motte nord", das den Steinbrüchen "Carrières du Hainaut" gehört;

Aufgrund der regionalpolitischen Erklärung 2017-2019 vom 25. Juli 2017;

In der Erwägung, dass die "s.c.a. Carrières du Hainaut" das Studienbüro "ARCEA sprl" (chaussée de Binche 30 in Mons) mit der Erstellung einer Plan-Umweltverträglichkeitsstudie beauftragt und am 8. Dezember 2016 den Minister für Raumordnung davon informiert hat; dass dieser Projektautor nicht abgelehnt wurde;

In der Erwägung, dass das Dekret vom 20. Juli 2016 zur Aufhebung des Dekrets vom 24. April 2014 zur Aufhebung der Artikel 1 bis 128 und 129^{quater} bis 184 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, zur Aufhebung der Artikel 1 bis 128 und 129^{quater} bis 184 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und zur Bildung des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung am 1. Juni 2017 in Kraft getreten ist;

In der Erwägung, dass Artikel D.II.65 des GRE in seinem Absatz 2 vorsieht, dass für die noch laufenden Verfahren zur Revision des Sektorenplanes, deren Entwurf am Tag des Inkrafttretens des GRE noch nicht angenommen worden ist, das durch das GRE vorgesehene Verfahren anzuwenden ist, wobei feststeht, dass:

"1° die Einsendung des in Artikel 42bis des CWATUP erwähnten Antrags, dem die Grundakte, die Elemente bezüglich des Ablaufs des Verfahrens zur Information der Öffentlichkeit und die Stellungnahme des bzw. der Gemeinderäte beigefügt werden, als Einsendung des Antrags nach Artikel D.II.48 § 3 gilt;

2° der Erlass der Regierung zur Annahme des Vorentwurfs zum Plan als Beschluss zur Revision, als vorläufige Annahme des Sektorenplans, als vorläufige Annahme der Ausgleichsmaßnahmen und als Grundakte im Sinne der Artikel D.II.44 und D.II.48 § 5 gilt;

(...)

4° die am Datum des Inkrafttretens des Gesetzbuches laufende Umweltverträglichkeitsstudie weitergeführt wird und nach ihrem Abschluss den Umweltverträglichkeitsbericht bildet."

In der Erwägung daher, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juni 2016, durch den die Revision des Sektorenplanes La Louvière-Soignies (Karten 38/8, 39/5 und 46/1) beschlossen und der Vorentwurf angenommen wird, als Beschluss zur Revision, vorläufige Annahme des Sektorenplanes, vorläufige Annahme der Ausgleichsmaßnahmen und der Grundakte nach Artikel D.II.44 und D.II.48 § 5 gilt, und dass die Umweltverträglichkeitsstudie nach ihrem Abschluss den Umweltverträglichkeitsbericht bildet (UVB);

In der Erwägung, dass die endgültige Fassung der Umweltverträglichkeitsstudie am 3. November 2017 abgegeben wurde; dass sie also den Umweltverträglichkeitsbericht bildet;

In der Erwägung, dass der Pool "Raumordnung", der Pool "Umwelt" und der kommunale Beratungsausschuss für Raumordnung und Mobilität (KBARM) ihre Bemerkungen und Anregungen über den UVB jeweils am 16. Januar 2018, am 20. Februar 2018 und am 8. Februar 2018 geäußert haben;

In der Erwägung, dass der Minister für Raumordnung als nützlich erachtet hat, die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt (DGO3) im Rahmen ihrer verschiedenen Zuständigkeiten über den UVB zu Rate zu ziehen;

In der Erwägung, dass die DGO3 drei Stellungnahmen geäußert hat: eine Stellungnahme mit allgemeiner Tragweite am 24. April, eine ergänzende Stellungnahme über die Erhaltung der biologischen Vielfalt am 15. Mai und eine Stellungnahme über die geologischen Aspekte am 24. April 2018;

In der Erwägung, dass im Anschluss an diese letzte Stellungnahme dem UVB ein Anhang über die geologischen Aspekte hinzugefügt wurde, und dass außerdem einige kleine Verbesserungen und Ergänzungen an der Fassung vom Oktober 2017 in der Form von Errata angebracht wurden;

In der Erwägung, dass Artikel 49 § 3 des GRE wie folgt lautet: "Wenn die Regierung auf der Grundlage des Umweltverträglichkeitsberichts und der Stellungnahmen der Ansicht ist, dass eine andere, vernünftige, in Betracht gezogene Lösung, besser als der Planentwurf den verfolgten Zielen Rechnung trägt, wird diese Lösung als Planentwurf gebilligt";

In der Erwägung, dass der UVB in seiner ersten Phase alle Aspekte des sozialwirtschaftlichen Teils des Entwurfs gründlich und erschöpfend untersucht; dass er bestätigt, dass dieser Entwurf nicht nur den Bedürfnissen des Betriebs, sondern ebenfalls denjenigen der Kollektivität nachkommt; dass er seinen Standort ebenfalls billigt;

In der Erwägung, dass der Pool "Raumordnung" der Ansicht ist, dass der UVB alle sozialwirtschaftlichen Aspekte und die Standortwahl des Projekts korrekt begründet; dass sich der Pool "Umwelt" ebenfalls den Zielen der Revision im Allgemeinen anschließt; dass die DGO3 in ihrer Stellungnahme vom 24. April 2018 erachtet, dass es in geologischer Hinsicht um ein sehr schönes Projekt handelt, durch das unter ziemlich leichten Betriebsbedingungen ein qualitativvolles Material gewonnen werden müsste;

In der Erwägung, dass das am 20. März 2017 endgültig angenommene kommunale Entwicklungsschema der Gemeinde Soignies die Wichtigkeit des blauen Hartsteins und der Steinbrüche für die Gemeinde Soignies, sowohl für die Wirtschaft als auch das Erbe, unterstreicht; dass diese in ihren Raumordnungszielen nämlich die Revision des Sektorenplanes eingefügt hat, um die Erweiterung der Tätigkeiten der "S.C.A. Carrières du Hainaut" zu ermöglichen;

In der Erwägung infolgedessen, dass weder der UVB noch die Stellungnahmen die sozialwirtschaftliche Begründung des Projekts und dessen Standort als Erweiterung des "Carrières du Hainaut" genannten Standorts in Frage stellen; dass die Dringlichkeit dieses Antrags außerdem bestätigt ist;

In der Erwägung jedoch, dass der UVB und die Instanzen, die Stellung nehmen, mehrere Anregungen unterbreiten, von denen einige in Betracht zu ziehen sind;

Anpassungen der beantragten Gebietseinteilung unter Berücksichtigung des Inkrafttretens des GRE (Abbaugelände und Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten)

In der Erwägung, dass es als Erstes Anlass gibt, die Wahl der einzutragenden Gebiete unter Berücksichtigung der neuen Bestimmungen des GRE anzupassen; dass seit dem 1. Juni 2017 zwei Gebiete des Sektorenplanes die Entwicklung einer Abbautätigkeit erlauben, nämlich das Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten (Artikel D.II.28 und 33 des GRE) und das Abbaugelände (Artikel D.II.41); dass je nach der Spezifität des Antrags, das Eine oder das Andere zu wählen ist, um auf die jeweiligen Teile der beantragten Erweiterung eingetragen zu werden;

In der Erwägung, dass der UVB das Gelände unter Berücksichtigung dieser Dekretsänderung und angesichts der Gegebenheiten des Ortes und der Entwicklungsbedürfnisse der vorgesehenen Abbautätigkeit eine Verteilung zwischen Gebieten für Nebenanlagen von Abbaustätten und Abbaugeländen vorgeschlagen hat;

In der Erwägung, dass der am 16. Juni 2016 angenommene Entwurf auf die Eintragung von drei Abbaugeländen im Sinne von Artikel 32 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe (CWATUP), das an diesem Datum in Kraft war, zielte;

In der Erwägung, dass das erste, am nördlichen Rand des Geländes gelegene Gebiet (ungefähr 43 ha) drei Teile mit den jeweiligen Bestimmungen umfasste:

- Abbau der Verlängerung des Vorkommens von blauem Hartstein in Richtung Norden, dort wo es nur von weichem Boden gedeckt und also leicht zugänglich ist;

- Schaffung eines "Gebiets für Nebenanlagen-Nord" zur Vorbereitung der Blöcke und zur Instandhaltung des Materials der "S.C.A. Carrières du Hainaut" als Ersetzung des Gebiets, das am Ende des Steinbruchs gelegen ist und allmählich aufgefüllt werden wird;

die Schaffung einer ununterbrochenen schützenden Böschung, die den Betrieb in Richtung Nord und West isoliert und aus zwei Teilen besteht: der "Nord-Böschung" und der "SWDE-Böschung" gegenüber Geländen, die der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft ("Société wallonne des Distributions d'Eau" (SWDE)) gehören;

In der Erwägung, dass der zum Abbau des Vorkommens bestimmte Teil keine technischen Anlagen mit ständigem Charakter enthalten wird und also als Abbaugelände im Sinne von Artikel D.II.41 des GRE eingetragen werden kann;

In der Erwägung jedoch, dass der Teil genannt "Gebiet für Nebenanlagen Nord", der für die Vorbereitung der Blöcke und die Wartung des Materials der "S.C.A. Carrières du Hainaut" bestimmt ist, als Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten im Sinne der Artikel D.II.28 und 33 des GRE eingetragen werden muss;

In der Erwägung, dass der Schutzwall, der das in Artikel D.II.28 vorgesehene Abtrenngelände bildet, sowohl für das Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten, als auch für das Abbaugelände auferlegt wird; dass dieser demnach in das Gebiet mit eingeschlossen wird, das er abtrennt;

In der Erwägung, dass das zweite dieser Gebiete, das am westlichen Rand des Standorts liegt (etwa 73 ha), vier Teile enthalten hat, die jeweils für Folgendes bestimmt waren:

- die Erweiterung des Gebiets der "Bande de Neufvilles" in Richtung Süden, um die Bewirtschaftung der Verlängerung des Blausteinvorkommens in Richtung Westen zu ermöglichen;

- die Schaffung eines Gebiets für Nebenanlagen, das für den Bau einer neuen Granulatanlage bestimmt ist;

- die Schaffung eines durchgehenden Schutzwalls, der den Betrieb in Richtung Westen abtrennt und der aus zwei Teilen besteht: Dem Schutzwall "Neufvilles" und dem Schutzwall "Granulat";

- Die Schaffung eines für die Lagerung des Taubgesteins bestimmten Gebiets in der Verlängerung des vorhandenen Taubgesteinlagers genannt "Motte actuelle" oder "Motte Süd", gelegen in dem Abbaugelände, das durch den Erlass vom 16. Januar 2003 im Sektorenplan eingetragen ist;

In der Erwägung, dass der für die Bewirtschaftung des Vorkommens bestimmte Teil (Erweiterung der "Bande de Neufvilles") keine ständigen technischen Nebenanlagen enthalten wird und demnach als Abbaugbiet im Sinne des Artikels D.II.41 des GRE eingetragen werden kann;

In der Erwägung, dass das Gebiet für Nebenanlagen, das für den Bau einer neuen Granulatanlage bestimmt ist, sowie das Gebiet für die Lagerung des Taubgesteins als Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten im Sinne der Artikel D.II.28 und 33 des GRE eingetragen werden müssen;

In der Erwägung, dass der Schutzwall, der das in Artikel D.II.28 vorgesehene Abtrenngbiet bildet, sowohl für das Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten, als auch für das Abbaugbiet auferlegt wird, in das Gebiet mit eingeschlossen wird, das er abtrennt;

In der Erwägung, dass das dritte dieser Gebiete, das zusätzlich eingetragen ist, die Anpassung eines Teils des industriellen Gewerbegebiets und eines Teils eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter, die südöstlich des Standorts liegen, mit der effektiven Benutzung der Gelände, wie sie aus den ausgestellten Genehmigungen, vorsieht; dass es angesichts der Tatsache, dass diese Gebiete zum großen Teil im vorhandenen Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten mit eingeschlossen sind, logisch ist, sie ebenfalls als Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten einzutragen;

In der Erwägung außerdem, dass das GRE vorsieht, dass die Eintragung eines neuen Abbaugbiets ab dem Stadium der Revision des Sektorenplans die Festlegung der genauen Zweckbestimmung voraussetzt, die diesen Gütern nach deren Bewirtschaftung zugewiesen wird;

In der Erwägung demnach, dass der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts nach Analyse empfiehlt, dass die eingetragenen Abbaugebiete nach der Bewirtschaftung in Grüngelände umgewandelt werden; dass diese Wahl kohärent ist, da es sich nach der Bewirtschaftung hauptsächlich um Abbaugruben handelt;

In der Erwägung letztendlich, dass es notwendig ist, die globale Kohärenz des Sektorenplans auf diesem Standort sicherzustellen; dass demnach überprüft werden muss, ob die Verteilung zwischen den Abbaugebieten (nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete) und den Gebieten für Nebenanlagen von Abbaustätten (zur Verstädterung bestimmte Gebiete) zweckmäßig ist;

In der Erwägung, dass aus dieser Analyse hervorgeht, dass es vorzuziehen wäre, einen breiten Streifen eines Abbaugbiets einzutragen (der nach der Bewirtschaftung in Grüngelände umgewandelt wird), der im Westen den gesamten Streifen von Neufvilles umfasst und der über die Abbaugrube der Erweiterung im Norden hindurch mit der "Motte Nord" im Osten zusammentrifft; dass dieses breite, nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiet auf längere Sicht einen grünen Korridor bilden kann, der sich vom Dorf Neufvilles bis zur Siedlung Soignies erstreckt und etwa 65 Hektar deckt;

In der Erwägung, dass der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts zur Gewährleistung dieser Kontinuität vorschlägt, dass:

- der nördliche Teil der "Bande de Neufvilles";

- und mehrere Gelände, die im Süden der "route de Neufvilles" liegen (beiderseits der jetzigen Granulatanlage) und gegenwärtig im Sektorenplan als Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten eingetragen sind, in ein Abbaugbiet umgewandelt werden, das nach der Bewirtschaftung ein Grüngelände wird;

In der Erwägung, dass die Verteilung der gesamten Zweckbestimmungen vom Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts zweckmäßig begründet wird; dass der Pool "Umwelt" eine günstige Stellungnahme über diesen Vorschlag abgibt und dass die anderen zu Rate gezogenen Instanzen diesbezüglich keine Einwände erheben; dass die Regierung demzufolge mit einer leichten Anpassung (6 Ar) beschließt, den Entwurf in diesem Sinne zu ändern;

Andere Änderungen der einzutragenden Gebiete

In der Erwägung, dass der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts vier andere Anpassungen der im Sektorenplan einzutragenden Gebiete vorschlägt;

In der Erwägung, dass die erste Anpassung den westlichen Rand des für die Einrichtung der Granulatanlage bestimmten Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten betrifft; dass der Projektautor feststellt, dass es leicht auf den Bach "ruisseau du Plantin" übergreift und er demnach vorschlägt, es ein wenig in Richtung Osten zu verlegen, um entlang der Grenze des Wasserlaufs zu verlaufen; dass diese Berichtigung das Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten nur um einige 26 Ar verringern wird;

In der Erwägung, dass die DGO3 in ihrer Stellungnahme vom 15. Mai 2018 darauf besteht, dass diese Änderung angenommen wird; dass es tatsächlich notwendig ist, das Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten an dieser Stelle zu verringern;

In der Erwägung, dass die zweite Anpassung den Norden des Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten, der den Streifen von Neufvilles bildet, betrifft;

In der Erwägung, dass das im Sektorenplan vorhandene Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten an dieser Stelle einen kleinen angebauten Strand (1,08 Hektar) und einige Wohnungen (53 Ar) umfasst, dass dieser Raum weder bewirtschaftet, noch für die Errichtung der Schutzwälle benutzt wird und dass das angrenzende Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten nach der Bewirtschaftung in ein Grüngelände umgewandelt wird;

In der Erwägung, dass der Projektautor vorschlägt, diesen Raum jeweils als Agrargebiet und als Wohngebiet mit ländlichem Charakter einzutragen;

In der Erwägung, dass es tatsächlich nicht angebracht ist, dass im Sektorenplan ein sehr kleines, abgelegenes Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten belassen wird, das außerhalb des von der "S.C.A. Carrières du Hainaut" bewirtschafteten Standorts liegt; dass die Eintragung der in einem Agrargebiet angebauten 1,08 Hektar gerechtfertigt ist; dass der 53 Ar große Raum mit einigen Wohnungen jedoch angesichts seiner Abgeschiedenheit nicht als Wohngebiet mit ländlichem Charakter eingetragen werden kann; dass er jedoch als Agrargebiet eingetragen werden kann, um die Kohärenz des Sektorenplans an dieser Stelle sicherzustellen, indem gleichzeitig vermieden wird, diese Gelände als Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten aufrechtzuerhalten;

In der Erwägung, dass die dritte Anpassung darauf abzielt, das Abbaugbiet des Streifens von Neufvilles in Richtung Süd-Osten auf Kosten des für die neue Granulatanlage bestimmten Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten zu vergrößern; dass diese Erweiterung von etwa 3,49 Hektar einen ausreichend breiten Zugang in Richtung des Streifens von Neufvilles zu ermöglichen, wobei gleichzeitig ausreichend Raum für die Installation der neuen Granulatanlage beibehalten wird; dass diese Änderung in jedem Fall die Gesamtfläche des Betriebs nicht verändert;

In der Erwägung, dass die vierte Anpassung die nördliche Erweiterung betrifft (Abbaugbiet und Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten); dass der Projektautor in der Tat vorschlägt, sie leicht in Richtung Westen (0,57 ha) zu verringern, damit der neue Abschnitt der "route de la pierre" und seine Umgebung sich nicht mit dem Grüngelände und dem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen der SWDE überschneidet;

In der Erwägung, dass die DGO3 in ihrer Stellungnahme vom 15. Mai 2018 darauf besteht, dass diese Änderung angenommen wird;

In der Erwägung, dass keine anderen Bemerkungen der Begutachtungsinstanzen über diese Anpassungen vorliegen;

In der Erwägung außerdem, dass auf Höhe des Parkplatzes im Nord-Osten des Geländes (Eingang über die "rue du Viaduc) eine kleine Wasserfläche von etwa 16 Ar übrig bleibt, die im Sektorenplan eingetragen ist und die nicht mit der Sachlage übereinstimmt; dass es demnach angebracht ist, sie als Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten einzutragen, wie auch die angrenzenden Gelände;

In der Erwägung, dass diese Änderungen des am 16. Juni 2016 angenommenen Entwurfs, so wie sie oben beschrieben werden, gerechtfertigt sind und ihn erheblich verbessern; dass die Regierung beschließt, den Entwurf in diesem Sinne zu ändern;

Stilllegung der "Motte Nord"

In der Erwägung, dass das ehemalige Lager für Taubgestein, genannt "Motte Nord", "ancienne Motte" oder "Motte Manant", das im Nord-Osten des Standorts liegt, gegenwärtig als Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten im Sektorenplan eingetragen ist;

In der Erwägung, dass dieser Standort einerseits aus einem relativ flachen Gipfel von etwa 11 Hektar und andererseits aus zum großen Teil bewaldeten Steilhängen besteht, die zusammen mit den im Süden angrenzenden Geländen und genannt "forêt Rombaux" eine Fläche von fast 20 ha decken;

In der Erwägung, dass in dem am 16. Juni 2016 angenommenen Entwurf die Eintragung des Gipfels dieser Halde als Agrargebiet und seiner Hänge als Grüngelände vorgesehen war;

In der Erwägung, dass dieser Standort, der gleichzeitig in der Nähe der Siedlung von Soignies liegt und reich an biologischer Vielfalt ist, vom Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts ganz besonders analysiert wurde und dass diesbezüglich zahlreiche Informationen mit der Gemeinde Soignies ausgetauscht wurden;

In der Erwägung, dass die Stadt Soignies feststellt, dass die vorhandenen Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen in Soignies überlastet sind;

In der Erwägung, dass sie der Ansicht ist, dass die Nähe dieses außergewöhnlichen Standorts zu der Siedlung von Soignies zugunsten ihrer Einwohner aufgewertet werden muss;

In der Erwägung demnach, dass sie den Wunsch äußert, dort ein Entspannungs- und Freizeitgebiet einzurichten, das den Sportarten im Freien gewidmet und für ein breitgefächertes Publikum zugänglich ist; dass sie ebenfalls den Wunsch äußert, dass sich dort Tätigkeiten mit landwirtschaftlichem Charakter entwickeln können (gemeinschaftliche Gemüse- und Obstgärten, Weidewirtschaft);

In der Erwägung, dass diese Option in ihrem kommunalen Entwicklungsschema an dieser Stelle nicht vorgesehen war, dass dort jedoch ein Bedarf an Geländen für sportliche Tätigkeiten im Freien verzeichnet wurde;

In der Erwägung, dass das Gemeindegremium diesen Bedarf in ihrem Beschluss vom 5. Juli 2017 ausführlich detailliert, insbesondere auf der Grundlage der Zielsetzungen seines bereichsübergreifenden strategischen Plans;

In der Erwägung, dass angesichts dieser Elemente der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts vorschlägt, den obersten Teil dieser "motte" als Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen (11,3 Hektar) und die Hänge sowie den Wald "forêt Rombaux", mit Ausnahme eines nach Süden ausgerichteten kleinen Teils (4,5 Hektar), der dem Vorschlag zufolge als Agrargebiet eingetragen werden sollte, als Forstgebiet (15,2 Hektar) einzutragen;

In der Erwägung, dass, da es sich um die Eintragung eines zur Verstädterung bestimmten Gebiets handelt, das an die Stelle eines Gebiets kommt, das bereits zur Verstädterung bestimmt ist, die in Artikel D.II.45 angeführten Bedingungen keine Anwendung finden;

In der Erwägung, dass der Pool "Umwelt" bestimmte Bedenken äußert, was diesen Vorschlag betrifft, insbesondere weil die Eintragung als Agrargebiet den Verlust an Agrarflächen, den diese Revision zur Folge haben wird, besser ausgeglichen hätte;

In der Erwägung, dass angesichts der zahlreichen kommunalen Projekte der Pool "Raumordnung" vorschlägt, dass die Gemeinde vor der Ansiedlung der gemeinschaftlichen Anlagen an diesem Standort zuerst ein kommunales Entwicklungsschema aufstellt und ihn in der Zwischenzeit für landwirtschaftliche Tätigkeiten reserviert;

In der Erwägung, dass die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt in ihrer Stellungnahme vom 15. Mai den kommunalen Vorschlag ablehnt, weil ihres Erachtens der Standort vorrangig zur Erhaltung und zur Entwicklung der biologischen Vielfalt bestimmt sein muss, wobei sie bemerkt, dass dies die Entwicklung einer extensiven Landwirtschaft und eines Wanderwegenetzes nicht verhindern würde;

In der Erwägung, dass es im Artikel D.I.1 heißt, dass die Entwicklung des wallonischen Raums nachhaltig und attraktiv sein muss; dass sie zu diesem Zweck den sozialen, wirtschaftlichen, demographischen und mobilitätsbezogenen Bedürfnissen der Allgemeinheit auf eine ausgewogene Weise unter Berücksichtigung der räumlichen Dynamiken und Besonderheiten sowie des sozialen Zusammenhalts begegnen und vorgreifen muss;

In der Erwägung daher, dass bei der Wahl der Nutzungen im Bereich der Raumordnung eine globale und ausgewogene Vision des Territoriums beibehalten und ein Vergleich der Standortpotenziale vorgenommen werden muss, damit ihnen die angemessenste Nutzung angesichts der Bedürfnisse der Allgemeinheit und der räumlichen Besonderheiten zugewiesen wird;

In der Erwägung, dass dieser Standort über unverkennbare Potenziale hinsichtlich der Entwicklung der biologischen Vielfalt verfügt;

In der Erwägung jedoch, dass die immer größere Stadtbevölkerung auch Erholungs- und Regenerierungsräume benötigt; dass diese Räume sich in unmittelbarer Nähe der Städte befinden müssen, um es möglich zu machen, sich dorthin ohne motorisiertes Verkehrsmittel zu begeben;

In der Erwägung übrigens, dass die Eintragung eines Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen keine völlig künstliche Umgestaltung des Standorts voraussetzt; dass die Projekte der Stadt Soignies hingegen einen erheblichen Raum für Grünanlagen freihalten; dass die Genehmigungen in einem solchen Gebiet sowieso vom beauftragten Beamten ausgestellt sein werden, was die Kohärenz der Entwicklung der Tätigkeiten vor dem Hintergrund der regionalen Weichenstellungen gewährleistet;

In der Erwägung zudem, dass die vorliegende Revision des Sektorenplans die Eintragung eines etwa 65 Hektar großen Abbaugeländes, das nach Abschluss der Bewirtschaftung zu einem Grüngelände werden muss, vorsieht; dass darüber hinaus begrünte Böschungen den gesamten Standort umgeben und als ökologische Schneise fungieren werden; dass die Entwicklung der Vielfalt östlich von Soignies daher auf lange Sicht sichergestellt wird; dass außerdem auch weitere auf dem Gebiet der Gemeinde bestehende Steinbrüche zweifellos, zumindest teilweise, in Grün- oder Naturgebiete umgewandelt sein werden;

In der Erwägung, dass die Eintragung eines etwa 65 Hektar großen Abbaugebiets, das zukünftig als Grüngelände dienen muss, einerseits, und eines 11 ha großen Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, andererseits, im Rahmen ein und derselben Revision des Sektorenplanes es ermöglicht, den Bedürfnissen der Allgemeinheit, sowohl was den Schutz der biologischen Vielfalt als auch die Deckung des Bedarfs an Sport- und Freizeitanlagen für die lokale Bevölkerung betrifft, auf eine ausgewogene Weise zu begegnen;

In der Erwägung folglich, dass die Regierung beschließt, das Projekt gemäß den vom Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts vorgeschlagenen Abgrenzungen abzuändern;

Bilanz der Ausgleichsmaßnahmen

In der Erwägung, dass das am 16. Juni 2016 angenommene Projekt die Eintragung eines etwa 115 Hektar großen Abbaugebiets im Sinne des CWATUP durch Minderung des Agrargebiets vorsah; dass dieses Gebiet bis dato als Gebiet eingestuft war, das zur Verstärkung bestimmt ist;

In der Erwägung, dass dieses Projekt als raumplanerische Ausgleichsmaßnahme die Stilllegung von etwa 64 Hektar am Standort der Steinbrüche von Hennegau (die nördliche "motte nord" und die nordöstlich daran angrenzenden Grundstücke, der Wald "forêt Rombaux" und ein Großteil der "motte sud") zusammen mit etwa 54 Hektar am Standort der Steinbrüche "Nocarcentre", am Ort namens "Restaumont", auf dem Gebiet der Gemeinde Ecaussinnes - nämlich eine Fläche von etwa 118 Hektar insgesamt - vorsah;

In der Erwägung, dass angesichts des Inkrafttretens des GRE der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts vorgeschlagen hat, den Antrag auf Eintragung durch Minderung des Agrargebiets in Gebiete für Nebenanlagen von Abbaustätten (etwa 70 Hektar) und Abbaugelände (etwa 45 Hektar) aufzuteilen; dass das Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten als Gebiet eingestuft wird, das zur Verstärkung bestimmt ist, während das Abbaugelände als Gebiet eingestuft wird, das nicht zur Verstärkung bestimmt ist; dass daher nur die Eintragung der Gebiete für Nebenanlagen von Abbaustätten als Agrargebiet die Anwendung des durch Artikel D.II.45 § 3 des GRE vorgeschriebenen Ausgleichsprinzips erforderlich macht;

In der Erwägung, dass der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts zudem die Umwandlung eines etwa 20,5 großen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten in ein Abbaugelände vorgeschlagen hat; dass diese Umwandlung es ermöglicht, die Eintragung eines aus einem zusammenhängenden Streifen bestehenden Abbaugeländes im Sektorenplan zu erreichen, aber auch zusätzliche raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen zu erlangen;

In der Erwägung, dass die Summe der Flächen der sich aus dieser Umwandlung ergebenden raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen, des nicht bebauten, nördlich des Streifens von Neufvilles (1 Hektar) als Agrargebiet einzutragenden Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten und der im am 16. Juni 2016 angenommenen Projekt bereits vorgesehenen Ausgleichsflächen (64 Hektar), von denen die Fläche des obersten Teils der "motte nord" (welcher als Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen - 11,3 Hektar - eingetragen sein wird) abzuziehen ist, etwas mehr als 74 Hektar entspricht;

In der Erwägung, dass diese raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen in rechtlicher Hinsicht auskömmlich sind, um dem durch Artikel D.II.45 § 3 des GRE vorgeschriebenen Ausgleichsprinzip gerecht zu werden; dass es daher nicht mehr nötig ist, Grundstücke am Standort der Steinbrüche "Nocarcentre", am Ort namens "Restaumont" in Ecaussinnes, stillzulegen;

In der Erwägung, dass die zu konsultierenden Instanzen keine besondere Stellungnahme in dieser Hinsicht abgegeben haben;

In der Erwägung, dass die Regierung sich den vom Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts gemachten Vorschlägen für raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen anschließt;

Abschaffung eines Straßenabschnitts der "rue de Neufvilles" und der "route de la Pierre bleue"

In der Erwägung, dass die Erweiterung der Abbaugrube nach Norden die Abschaffung eines Abschnitts der "rue de Neufvilles" (N524) und eines Abschnitts der "route de la Pierre bleue" erfordern wird;

In der Erwägung, dass die Regierung einerseits, zur Gewährleistung und zur Lokalisierung der Schaffung zweier neuer Straßenabschnitte als Ersatz für diejenigen, die abzuschaffen sind, in ihrem Erlass vom 16. Juni 2016 die folgende Zusatzvorschrift *S 61: *"Keine Genehmigung, insofern sie die Abschaffung eines Abschnitts der "rue de Neufvilles" und der entlang dieser Straße liegenden Versorgungsanlagen oder der "route de la pierre bleue" voraussetzt, darf innerhalb dieses Gebiets umgesetzt werden, solange die Umleitungsstrecken der abgeschafften Abschnitte nicht fertiggestellt und betriebsfähig sind und die finanziellen Beteiligungen in Bezug auf die Wiederherstellung der verschiedenen Versorgungsleitungen nicht vom Antragsteller hinterlegt worden sind"* an die Eintragung des nördlichen Abbaugeländes gekoppelt und, andererseits, eine Reservefläche im Sinne von Artikel 40 § 1 Ziffer 6 des CWATUP im Sektorenplan eingetragen hatte;

In der Erwägung, dass der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts die Bedeutung der Verbindungsaachse Soignies-Neufvilles sowohl hinsichtlich des Verkehrs als auch der Strukturierung des Gebiets bekräftigt; dass er dementsprechend darauf hinweist, dass es tatsächlich nötig ist, zwei Abschnitte zu schaffen, der eine, um es zu ermöglichen, den östlichen Teil mit dem westlichen Teil der "rue de Neufvilles" auf möglichst direktem Weg zu verbinden, und der zweite, um die "route de la Pierre bleue" direkt bis zum Eingang des Standorts der Steinbrüche "Carrières du Hainaut" zu verlängern; dass er zudem mehrere Szenarien vorschlägt und sie bewertet;

In der Erwägung, dass der Pool "Raumordnung" die Qualität der vom Projektautor durchgeführten Studie über das Verkehrsnetz begrüßt und dass die weiteren zu konsultierenden Instanzen auf diesen Aspekt nicht eingehen;

In der Erwägung jedoch dass, einerseits, die "route de la Pierre bleue" und die "rue de Neufvilles" keine im Sektorenplan eingetragenen Verkehrswege sind und, andererseits, das GRE die Eintragung einer Reservefläche im Sektorenplan für Infrastrukturen, die nicht wesentlich sind, nicht mehr erlaubt;

In der Erwägung, dass hervorzuheben ist, dass die Eintragung einer präzisen Fläche sowieso Schwierigkeiten bei der Ausstellung der Genehmigung hätte verursachen können; dass es hingegen gilt, die Trassenführungen der zu bauenden Straßenabschnitte genau zu beschreiben, damit die zukünftigen Strecken den festgestellten Bedürfnissen bei gleichzeitiger Minimierung der Belästigungen am besten begegnen können;

In der Erwägung übrigens, dass der Bau der empfohlenen Straßenabschnitte die Stilllegung eines außerhalb des Betriebsareals der "S.C.A. Carrières du Hainaut" gelegenen Abschnitts der "route de la Pierre bleue" mit sich bringen wird; dass der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts empfiehlt, um die Zersplitterung des Gebiets nicht weiter zu verstärken, ihn zurückzubauen und diesen Raum für die Landwirtschaft freizugeben;

In der Erwägung schließlich, dass der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts empfiehlt, was die sanfte Mobilität betrifft, die Kontinuität des Rad- und Fußverkehrs zwischen Soignies und dem Dorf Neufvilles insbesondere durch die Planung der Einrichtung eines Bürgersteigs und eines Radwegs entlang der "Rue de Neufvilles" und im gemeinsamen Abschnitt mit der "Route de la Pierre Bleue" sicherzustellen.

In der Erwägung, dass die Regierung zwecks der Einfügung dieser Empfehlungen beschließt, die durch den Erlass vom 16. Juni 2016 auferlegte Zusatzvorschrift *S61 folgendermaßen zu ergänzen:

"Keine Genehmigung, insofern sie die Abschaffung eines Abschnitts der "rue de Neufvilles" und der entlang dieser Straße liegenden Versorgungsanlagen oder der "route de la pierre bleue" voraussetzt, darf innerhalb dieses Gebiets umgesetzt werden, solange die Umleitungsstrecken der abgeschafften Abschnitte nicht fertiggestellt und betriebsfähig sind und die finanziellen Beteiligungen in Bezug auf die Wiederherstellung der verschiedenen Versorgungsleitungen nicht vom Antragsteller hinterlegt worden sind.

Die zu schaffenden Umleitungsstrecken sind die folgenden:

- einerseits, ein Abschnitt der "route de la Pierre Bleue", der, im Süden, südwestlich vom Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen (das den Anlagen der Wallonischen Wassergesellschaft - "Société wallonne des eaux" - entspricht) beginnen wird und bis zu seiner heutigen Trasseführung im Norden, am Ort namens "Spodiau", verlaufen wird;

- andererseits, ein Abschnitt der "route de Neufvilles", der vom östlichen Teil der "route de Neufvilles" aus entlang der östlichen und nördlichen Grenze des neuen nördlich des Standorts namens "Carrières du Hainaut" eingetragenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten bis zum neuen Abschnitt der "route de la pierre bleue" im Westen verlaufen wird.

In beiden Abschnitten sind Einrichtungen zur Erhaltung und Weiterentwicklung der Fahrrad- und Fussgängermobilität zwischen Soignies und Neufvilles vorzunehmen.

Die Genehmigung bezüglich der Umleitungsstrecken wird sich ebenfalls auf den Rückbau des Abschnitts der "route de la Pierre Bleue", der nicht mehr benutzt sein wird, und auf die Rückkehr zur landwirtschaftlichen Nutzung der somit freigegebenen Grundstücke beziehen müssen."

Sonstige Zusatzvorschriften, Bedingungen und Empfehlungen

In der Erwägung, dass der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts neben den Vorschlägen zur Anpassung der Zoneneinteilung und der Lokalisierung der Fahrbahnanpassung als Ersatz für die entfernten Straßenabschnitte weitere Empfehlungen gibt;

In der Erwägung, dass er zunächst den Nutzen der in dem Erlass vom 16. Juni 2016 enthaltenen Zusatzvorschrift *S62 bestätigt, die darauf abzielt, die Abbautätigkeit innerhalb des erweiterten Gebiets "bande Neufvilles" nicht zu genehmigen, solange keine Aufschüttung und Neugestaltung auf einer Fläche, die der bestehenden Grube entspricht, durchgeführt wurde;

In der Erwägung, dass er das von der "S.C.A. Carrières du Hainaut" vorgesehene Betriebssystem für einen Zeitraum bis 2080 bestätigt; zu diesem Zeitpunkt wird der tiefste Punkt der Abbaugrube auf der Südseite -32 Meter (NGI-Wert) sein;

In der Erwägung, dass er jedoch das Betriebsprojekt der "S.C.A. Carrières du Hainaut" für den Zeitraum 2080-2130 nicht validiert;

In der Erwägung, dass die "S.C.A. Carrières du Hainaut" in diesem Zeitraum plant, das Blausteinvorkommen in sehr großer Tiefe unter dem Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten, für das derzeit ein Antrag für den Bau der neuen Granulanlage vorliegt, zu nutzen;

In der Erwägung, dass der Abbau von Blaustein in solchen Tiefen unweigerlich erhebliche Auswirkungen auf das Grundwasser haben würde und dass es angesichts der derzeitigen wissenschaftlichen Erkenntnisse und der unvermeidlichen Entwicklung der damit verbundenen Parameter, die sich insbesondere aus der Entwicklung anderer Steinbruchstandorte in der Nähe ergeben und deren Zukunft langfristig unbekannt ist, nicht möglich ist, ein solches Szenario derart langfristig zu bewerten; dass es nicht möglich ist, ein solches Szenario zu validieren;

In der Erwägung, dass der Abbau von Blaustein an diesem Standort die Verlagerung der neuen Granulanlage erfordern würde und dass ihr künftiger Standort nicht geplant ist und auf jeden Fall nicht 60 Jahre im Voraus untersucht werden kann;

In der Erwägung, dass der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts vorschlägt, dass die Situation nach Abschluss der Betriebstätigkeit, d.h. im Jahr 2080, auf der Grundlage der dann verfügbaren Daten neu bewertet werden sollte; dass es, wenn über die Fortsetzung des Betriebs entschieden wird, unerlässlich sein wird, die Probleme, insbesondere im Zusammenhang mit der Hydrologie und den technischen Anlagen, im Voraus zu lösen; dass der Standort andernfalls saniert und einer anderen Zweckbestimmung zugewiesen wird;

In der Erwägung, dass in dem Raumentwicklungsschema (RES) festgelegt wird, dass die angenommenen Revisionen des Sektorenplans zur Eintragung eines Abbaugebiets mittelfristig, d.h. für einen Zeitraum von etwa 30 Jahren (Seite 219), den Bedürfnissen der Allgemeinheit entsprechen müssen; dass im Falle dieses Projekts ein Zeitraum von 60 Jahren angesichts der erheblichen Investitionen, die für die Errichtung der neuen Granulanlage erforderlich sind, akzeptabel ist; dass es hingegen nicht möglich ist, die Bedürfnisse der Allgemeinheit, insbesondere in sozioökonomischer Hinsicht, über einen Zeitraum von mehr als 100 Jahren abzuschätzen;

In der Erwägung, dass die Regierung in ihrem Erlass vom 16. Juni 2016 bereits Vorbehalte hinsichtlich der Möglichkeit der Nutzung dieses Gebiets geäußert hat; dass sie dieses Gebiet jedoch in den Entwurf einer Revision des Sektorenplans aufgenommen hat, da nicht bestritten wird, dass es für die Errichtung der neuen Granulanlage notwendig ist;

In der Erwägung, dass die Regierung was dieses Gebiet betrifft, daher den Standpunkt des Verfassers des Umweltverträglichkeitsberichts teilt; dass sie daher diesem Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten die folgende Zusatzvorschrift der genaueren Bestimmung oder Spezialisierung der Zweckbestimmung *S63 hinzufügt: *"Die Nutzung des Untergrundes ist in diesem Bereich nicht zulässig."*

In der Erwägung, dass der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts im Hinblick auf die Mobilität auch feststellt, dass eine erhebliche Verringerung der Belästigungen erreicht werden könnte, wenn ein Teil der Granulatproduktion auf der Schiene transportiert werden könnte;

In der Erwägung, dass die Eisenbahnstrecke entlang des Standorts "Carrières du Hainaut" verläuft und dass die neue Granulanlage in unmittelbarer Nähe dieser Strecke liegen wird;

In der Erwägung, dass der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts die technische Durchführbarkeit einer Anbindung an das Eisenbahnnetz analysiert und eine Trasse vorgeschlagen hat; dass, auch wenn diese Verbindung aus wirtschaftlicher Sicht noch nicht rentabel zu sein scheint, nicht ausgeschlossen werden kann, dass sie es in Zukunft sein wird; dass er daher vorschlägt, dass zu diesem Zweck im Sektorenplan ein Reservegebiet vorgesehen wird;

In der Erwägung, dass ein solches Reservegebiet seit dem Inkrafttreten des GRE nicht mehr in den Sektorenplan eingetragen werden kann; dass eine solche Eintragung ohnehin nicht erforderlich ist, da es ausreicht, Platz für diese Funktion innerhalb des Gebiets zu vorzusehen; dass die Regierung daher beschließt, der Vorschrift *S63 folgende Vorschrift hinzuzufügen: *"Dieses Gebiet umfasst eine Fläche, die für den eventuellen Bau einer Eisenbahnverbindung vorbehalten ist."*;

In der Erwägung, dass der Autor des Umweltverträglichkeitsberichts in Bezug auf die Alternativlösung eines Transports der Produktion auf dem Wasserweg darauf hinweist, dass, wenn diese Alternative in Zukunft in Erwägung gezogen werden sollte, die Abfahrt vom Steinbruch weiterhin auf der Straße erfolgen muss und dass die Notwendigkeit des Umladens diese Lösung derzeit unrentabel macht;

In der Erwägung, dass der Autor des Umweltverträglichkeitsberichts weitere relevante Empfehlungen zu folgenden Themen abgibt:

- die Wege und Pfade, die herabgestuft werden: diese Herabstufung ist mit der Eintragung von zwei neuen Wegen (mit Steinpflasterung) an der West- und Südgrenze zu begleiten, um zu vermeiden, dass manche Strecken in Sackgassen führen;
- die Aufrechterhaltung der landwirtschaftlichen Tätigkeit auf den Flächen, die innerhalb des Umkreises liegen, solange deren Nutzung für die Abbautätigkeit und ihre Nebenanlagen noch nicht begonnen hat;
- das abgetragene Ackerland und seine Wiederverwendung;
- Belästigungen durch Lärm, Sprengungen, Vibrationen;
- Leitungen (Wasserleitungen der Wallonischen Wassergesellschaft SWDE, Leitung zur Beförderung von Kohlenwasserstoffen von TOTAL, Stromleitungen);
- Verwaltung des Grundwassers und des Oberflächenwassers (Absprachen zwischen SWDE, "S.C.A. Carrières du Hainaut", "S.A. Pierre bleue belge" und UMons);
- Biologische Vielfalt und das ökologische Netzwerk (Böschung, Erdhügel ("mottes"), Bach "Ruisseau du Plantin");
- Topographie und Landschaft;
- Profilierung der Erdhügel;
- Profilierung von Böschungen mit einer empfohlenen Höhe von 10 Metern;
- Ebenen der Böschung "Granulat", der Böschung "Nord" und eines Teils der Böschung "SWDE" nach der Betriebsfähigkeit;
- Landschaftliche Integration der Granulanlage;
- Kulturgüter und archäologische Stätten;

In der Erwägung, dass die Begutachtungsstellen insbesondere manche dieser Vorschläge billigen oder unterstützen;

In der Erwägung, dass der Pool "Raumordnung" die Qualität dieser zweiten Phase des Umweltverträglichkeitsberichts unterstreicht, die alle Merkmale und Auswirkungen des Projekts auf Geologie, Hydrogeologie, Landschaft, Luft, Landwirtschaft, biologische Vielfalt, Lärm, Sprengungen und Vibrationen sowie auf die Mobilität berücksichtigt;

In der Erwägung, dass die KBRM darauf besteht, dass diese Empfehlungen zum Zeitpunkt der Erteilung einer Genehmigung verbindlich werden;

In der Erwägung, dass die meisten dieser Empfehlungen nicht in den Geltungsbereich des Sektorenplans fallen und effektiv im Rahmen der später erteilten Genehmigungen berücksichtigt werden können;

In der Erwägung, dass im Übrigen auch die anderen Bemerkungen der Begutachtungsstellen Teil der Maßnahmen sind, die mit der Erteilung der Genehmigungen einhergehen;

In der Erwägung, dass des Weiteren in dem am 16. Juni 2016 angenommenen Entwurf folgendes angeführt wurde: *"Die Revision des Sektorenplans kann erst dann endgültig angenommen werden, wenn die beiden Grüngebiete und die beiden Agrargebiete, die als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen auf den sogenannten Lagerungsgeländen "ancienne motte" und "motte actuelle" einzutragen sind, einer vollständigen Neugestaltung unterzogen worden sind."*;

In der Erwägung, dass diese Neugestaltung beim südlichen Hügel weit fortgeschritten, aber noch nicht abgeschlossen ist; dass es daher notwendig ist, diesen Zustand an diese Situation und an die neuen am Standort "motte nord" geplanten Zweckbestimmungen wie folgt anzupassen: *"In den neuen Abbaugeländen und Gebieten für Nebenanlagen von Abbaugeländen darf keinerlei Genehmigung erteilt werden, solange die beiden Agrargebiete, das Forstgebiet und das Grüngebiet, die als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen auf den sogenannten Lagerungsgeländen "ancienne motte" und "motte actuelle" einzutragen sind, nicht einer vollständigen Neugestaltung unterzogen worden sind."*;

In der Erwägung, dass der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts zudem der Ansicht ist, dass es für die Ausdehnung der aus Abfallgestein bestehenden Aufschüttungen zweckmäßig sein wird, vorübergehend eine Schutzböschung rund um das Abbaugelände anzulegen, die es ermöglicht, die Auswirkungen der Aufschüttungstätigkeit auf die Umgebung zu begrenzen;

Schlussfolgerung

In der Erwägung, dass die Qualität des Umweltverträglichkeitsberichts sowohl von dem Pool "Raumordnung" als auch von dem Pool "Umwelt" hervorgehoben wird;

In der Erwägung, dass der Umweltverträglichkeitsbericht zwar betont, dass das Projekt zu Belästigungen führen kann, dass aber auch festgestellt wird, dass diese Belästigungen beherrschbar sind;

In der Erwägung, dass die Regierung nach Analyse des Umweltverträglichkeitsberichts und der Gutachten der Auffassung ist, dass der am 16. Juni 2016 angenommene Planentwurf geändert werden muss, um die verfolgten Ziele besser zu erreichen, und beschließt, einen geänderten Planentwurf anzunehmen, der dieser Erwartung entspricht;

In der Erwägung, dass dieses Projekt den Zielen der Erklärung zur Regionalpolitik 2017-2019 entspricht; dass die Regierung darin erklärt, dass sie die sozioökonomische Entwicklung unterstützen will, um mehr Wertschöpfung und mehr Arbeitsplätze zu schaffen, insbesondere indem sie den Unternehmen genügend Raum für ihre Entwicklung bietet;

In der Erwägung, dass der Verfasser des Umweltverträglichkeitsberichts der Ansicht ist, dass das Projekt unter Berücksichtigung seines Standorts und der festgestellten Auswirkungen voraussichtlich keine wesentlichen Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines anderen Vertragsstaats des Espoo-Übereinkommens vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen haben wird;

In der Erwägung, dass sich die Wallonische Regierung dieser Analyse angeschlossen hat;

In der Erwägung, dass es daher nicht notwendig ist, den neuen Planentwurf den zuständigen Behörden der anderen Regionen oder Staaten gemäß Artikel D.VIII.12 des GRE zu übermitteln;

In der Erwägung, dass der angenommene Entwurf zusammen mit dem Umweltverträglichkeitsbericht an die Gemeindegremien weitergeleitet werden kann, die vom Generaldirektor der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie (OGD4) oder in Ermangelung dessen, vom Generalinspektor der Abteilung Raumordnung und Städtebau der OGD4 bezeichnet werden, um einer öffentlichen Untersuchung unterzogen zu werden;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung verabschiedet als Planentwurf die Revision des Sektorenplans von La Louvière-Soignies (Karte 38/8) betreffend die Eintragung folgender Gebiete auf dem Gebiet der Gemeinde Soignies (Soignies und Neufvilles), am Ort genannt "Carrières du Hainaut":

- vier Gebiete für Nebenanlagen von Abbaustätten, als Ersatzmaßnahme
 - ein Agrargebiet und ein kleines Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen im Norden, um technische Nebenanlagen außerhalb des Vorkommens (Anlagen zur Bearbeitung des blauen Hartsteins) anzubringen;
 - ein Agrargebiet im Südwesten, zwecks:
 - * der Schaffung eines Gebiets für den Bau einer Granulatanlage;
 - * der Erweiterung des im Süden des Standorts gelegenen Geländes zur Lagerung des tauben Gesteins ("motte sud");
 - ein industrielles Gewerbegebiet und ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter, die innerhalb der heutigen Abbaugrube liegen;
 - eine sehr kleine Wasserfläche;
 - ein Abbaugebiet, das am Ende der Bewirtschaftung in ein Grüngebiet umgewandelt wird, als Ersatz für:
 - * drei Agrargebiete nördlich der rue de Neufvilles, südlich des Streifens von Neufvilles und am Ort genannt "Moulin";
 - * ein kleines Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen;
 - * drei Gebiete für Nebenanlagen von Abbaustätten südlich der rue de Neufvilles (Streifen von Neufvilles und Gelände auf beiden Seiten der aktuellen Granulatanlage);
 - zwecks der weiteren Bewirtschaftung des bestehenden Vorkommens in die Richtungen Nord und West;
 - ein industrielles Gewerbegebiet als Ersatz für ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter, das den Anlagen zur Verarbeitung des Blausteins teilweise entspricht;
 - vier Agrargebiete als Ersatz für vier Gebiete für Nebenanlagen von Abbaustätten, ein sehr kleines Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter, und ein Grüngebiet (Standort genannt "motte sud", ein kleines Gebiet nördlich des Streifens von Neufvilles, Südseite des Standorts genannt "motte nord", und Gelände nordöstlich dieses Standorts);
 - ein Grüngebiet als Ersatz für ein Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten (Nordseite des Standortes genannt "motte sud");
 - ein Forstgebiet als Ersatz für ein Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten (steile Bereiche des Standorts genannt "motte nord" und Wald "forêt Rombaux");
 - ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, als Ersatz für ein Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten (der höchste Teil der "motte nord");
- in Übereinstimmung mit dem beigefügten Plan.

Art. 2 - Dem Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten und dem Abbaugebiet, beide im Sektorenplan im Norden der aktuellen Straße "route de Neufvilles" eingetragen, ist die folgende zusätzliche Staffelungsvorschrift *S.61 anzuknüpfen:

"Keine Genehmigung, die die Abschaffung eines Abschnitts der "rue de Neufvilles" und der entlang dieser Straße liegenden Versorgungsanlagen, oder der "route de la pierre bleue" voraussetzt, darf innerhalb dieses Gebiets umgesetzt werden, solange die Umleitungsstrecken der abgeschafften Abschnitte nicht fertiggestellt und betriebsfähig sind und die finanziellen Beteiligungen in Bezug auf die Wiederherstellung der verschiedenen Versorgungsleitungen vom Antragsteller nicht hinterlegt worden sind.

Die zu schaffenden Umleitungsstrecken sind:

- einerseits ein Abschnitt der Straße "route de la Pierre Bleue" ab dem südwestlichen Teil des Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das den Anlagen der Wallonischen Wassergesellschaft entspricht, bis zur aktuellen Trasse am Ort genannt "Spodiau";
- andererseits ein Abschnitt der Straße "route de Neufvilles" östlich und nördlich entlang des neuen im nördlichen Teil des Standorts eingetragenen Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten, bis zum neuen Abschnitt der "route de la Pierre Bleue" im Westen".

Diese beiden Abschnitte werden Einrichtungen umfassen, um die Erhaltung und Weiterentwicklung der Mobilität der Radfahrer und Fußgänger zwischen Soignies und Neufvilles zu ermöglichen.

Die Genehmigung in Bezug auf die Umleitungsstrecken muss ebenfalls die Abschaffung des Abschnitts der "route de la Pierre Bleue", der nicht mehr benutzt werden wird, sowie die Wiederaufnahme der landwirtschaftlichen Tätigkeit auf den frei werdenden Grundstücken betreffen."

Art. 3 - Dem im Sektorenplan eingetragenen westlichen Teil des Abbaugebiets ist die folgende zusätzliche Staffelungsvorschrift *S.62 anzuknüpfen:

"Es darf keine Genehmigung im Hinblick auf die Zulassung der Abbautätigkeit innerhalb dieses Gebiets ausgestellt werden, solange eine ebenso große Fläche wie die von dieser Genehmigung betroffene Fläche, und dies innerhalb der heutigen Grube, nicht einer Aufschüttung und einer vollständigen Neugestaltung unterzogen wurde, welche durch die Freigabe der Bürgerschaft, die für diese Neugestaltung vorzusehen ist, materialisiert wird."

Art. 4 - Dem im westlichen Teil des Standorts befindlichen Teil des Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten, wo die Granulatanlage niedergelassen werden wird, ist die zusätzliche Vorschrift zur Spezialisierung und weiteren Bestimmung *S63 anzuknüpfen:

"Die Bewirtschaftung des Untergrunds ist in diesem Gebiet untersagt.

Dieses Gebiet muss eine Fläche umfassen, die der eventuellen Einrichtung eines Eisenbahnschlusses vorbehalten wird."

Art. 5 - Solange die beiden Agrargebiete, das Forstgebiet und das Grüngelände, die als raumplanerischer Ausgleich auf den zur Lagerung bestimmten Flächen "motte nord" und "motte sud" eingetragen sind, nicht vollständig neugestaltet worden sind, kann innerhalb der neuen Abbaugelände und Gebiete für Nebenanlagen von Abbaustätten keine Genehmigung erteilt werden.

Art. 6 - Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Juli 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2018/14238]

19 JULI 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot aanneming, overeenkomstig artikel 49, § 3, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, van een ontwerp van herziening van het gewestplan La Louvière – Zinnik (blad 38/8) met het oog op de opnemings-, op het grondgebied van de gemeente Zinnik (Zinnik en Neufvilles), op de site genaamd "Carrières du Hainaut", van vier gebieden van aanhorigheden van ontginningsgebieden, van ontginningsgebieden dat op het einde van de ontginning groengebied wordt, van een industriële bedrijfsruimte, van vier landbouwgebieden, van een groengebied, van een bosgebied, van een openbaar dienstverlenings- en gemeenschappelijk uitrustingsgebied, om de voortzetting van de bestaande activiteit mogelijk te maken als planologische compensaties en ter aanvulling in de nabije omgeving van de site

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, op de artikelen D.I.1, D.II.18, 21, 23, 26, 28, 30, 33, 36 tot 38, 41, 44, 45, 48, 49 en 65, D.VIII.4, 12 en 29 tot 33;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2017 tot vastlegging van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 augustus 2017 tot regeling van de werking van de Regering;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 mei 1987 tot aanneming van het gewestplan La Louvière – Zinnik;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 2003 tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan La Louvière – Zinnik waarbij een ontginningsgebied opgenomen wordt voor het opslaan van afgegraven grond en steriele gesteenten van de steengroeve uitgebaat door S.C.A. « Carrières du Hainaut » op het grondgebied Zinnik (Neufvilles), in het gehucht « Le Calai »;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 juni 2016 :

tot herziening van het gewestplan La Louvière – Zinnik (bladen 38/8, 39/5 en 46/1),

tot aanneming van het voorontwerp van herziening met het oog op de opnemings-

- van twee ontginningsgebieden op het grondgebied van de gemeente Zinnik (Zinnik en Neufvilles), als uitbreiding van de site genaamd "Carrières du Hainaut" om de voortzetting van de bestaande activiteit mogelijk te maken;

- van twee ontginningsgebieden, van een industriële bedrijfsruimte, van een landbouwgebied en een reserveringsomtrek, ter aanvulling, op dezelfde site;

- van drie landbouwgebieden en twee groengebieden op dezelfde site, evenals van een natuurgebied, van twee landbouwgebieden en een groengebied op de site genaamd "Restaumont" of "Noarcentre" te Ecaussinnes als planologische compensatie en van een natuurgebied als aanvulling daarbij;

- en van de vervanging van een reserveringsomtrek voor een uitgevoerd baanvak van de RN57 gelegen in de nabijheid van de site "Restaumont" door het tracé van het uitgevoerde baanvak;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot uitvoering van een milieueffectenonderzoek op het voorontwerp van herziening van het gewestplan La Louvière – Zinnik (bladen 38/8, 39/5 en 46/1), aangenomen op 16 juni 2016 en betreffende de site "Carrières du Hainaut" te Zinnik;

Gelet op het gemeentelijke ontwikkelingsplan van de gemeente Zinnik, definitief aangenomen op 20 maart 2017 en in werking getreden op 1 augustus 2017;

Gelet op de beraadslaging en het besluit van het gemeentecollege van Zinnik van 5 juli 2017 betreffende de herbestemming van de opslag van steriele gesteenten op de "Motte nord", eigendom van de "Carrières du Hainaut";

Gelet op de gewestelijke beleidsverklaring 2017-2019 van 25 juli 2017;

Overwegende dat de S.C.A. « Carrières du Hainaut » het kantoor « ARCEA sprl » ermee belast heeft, het milieueffectenonderzoek voor een gewestplan uit te voeren er op 8 december 2016 de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling over ingelicht heeft; dat deze projectontwerper niet werd gewraakt;

Overwegende dat het decreet van 20 juli 2016 tot opheffing van het decreet van 24 april 2014 tot opheffing van de artikelen 1 tot 128 en 129^{quater} tot 184 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, tot opheffing van de artikelen 1 tot 128 en 129^{quater} tot 184 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en tot vorming van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling op 1 juni 2017 in werking is getreden;

Overwegende dat artikel D.II.65 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, hierna : het Wetboek, in paragraaf 2 voorziet dat voor de procedures die op de datum van inwerkingtreding van het Wetboek vigerend zijn, de procedure bedoeld bij het Wetboek toegepast wordt met dien verstande dat:

1° *de zending van de aanvraag bedoeld in artikel 42bis van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, samen met het basisdossier, van de gegevens betreffende het verloop van de procedure inzake de informatie van het publiek en het advies van de gemeenteraad (-raden) als zending geldt in de zin van artikel D.II.48, § 3;*

2° *het besluit van de Regering tot vaststelling van het voorontwerp van plan als beslissing tot herziening, voorlopige aanneming van het gewestplan, voorlopige aanneming van de compensaties en basisdossier in de zin van de artikel D.II.44 en D.II.48, § 5, geldt;*

(...)

4° *het op de datum van inwerkingtreding van het Wetboek vigerende milieueffectenonderzoek verder behandeld wordt en bij de voltooiing ervan het verslag over de milieugevolgen vormt.”;*

Overwegende, bijgevolg, dat het besluit van de Waalse Regering van 16 juni 2016 tot herziening van het gewestplan La Louvière – Zinnik (bladen 38/8, 39/5 en 46/1) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening, als beslissing geldt tot herziening, voorlopige aanneming van het gewestplan, voorlopige aanneming van de compensaties en basisdossier in de zin van de artikelen D.II.44 en D.II.48, § 5, en dat het milieueffectenonderzoek op termijn als verslag over de milieugevolgen geldt;

Overwegende dat de uiteindelijke versie van het milieueffectenonderzoek op 3 november 2017 is ingediend; dat deze versie dus het verslag over de milieugevolgen (hierna milieueffectenverslag) vormt;

Overwegende dat de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening, de Beleidsgroep Leefmilieu en de Adviesverlenende gemeentelijke commissie Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit hun bemerkingen en suggesties hebben geuit betreffende het verslag over de milieugevolgen, en wel op respectievelijk 16 januari 2018, 20 februari 2018 en 8 februari 2018;

Overwegende dat de Minister van Ruimtelijke Ordening het nuttig heeft geacht, het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Leefmilieu te raadplegen wegens zijn diverse bevoegdheden inzake het milieueffectenverslag;

Overwegende dat bedoeld Operationeel Directoraat-generaal drie adviezen heeft uitgebracht : een advies met een algemene strekking op 24 april, een aanvullend advies over instandhouding van de biodiversiteit op 15 mei en een advies over de geologische aspecten op 24 april 2018;

Overwegende dat er, ten gevolge van laatstgenoemd advies, een bijlage over de geologische aspecten bij het verslag is gevoegd en dat er overigens enkele minder ver strekkende correcties en aanvullingen zijn verricht op de versie van oktober 2017, in de vorm van errata;

Overwegende dat het Wetboek in artikel 49, § 3, bepaalt dat, wanneer de Regering op grond van het milieueffectenverslag en de adviezen acht dat een andere overwogen redelijke oplossing een beter antwoord kan bieden op de doelstellingen die het ontwerp-plan nastreeft, deze als ontwerp-plan aangenomen wordt;

Overwegende dat het verslag in zijn eerste fase een minutieus en volledig onderzoek verricht naar alle aspecten van het sociaal-economisch aspect van het project; dat het feit bekrachtigd wordt dat dit project niet alleen tegemoetkomt aan de behoeften van de onderneming, maar ook aan die van de gemeenschap; dat de ligging ervan ook bekrachtigd wordt;

Overwegende dat de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening acht dat het milieueffectenverslag alle sociaal-economische aspecten en de ligging van het project correct verantwoordt; dat de Beleidsgroep Leefmilieu ook over het algemeen aansluit bij de doelstellingen van de herziening; dat het Operationeel Directoraat-generaal in zijn advies van 24 april 2018 acht dat het, vanuit een geologisch standpunt, een zeer mooi project betreft dat in relatief makkelijke uitbatingomstandigheden een uiterst kwaliteitsvol materiaal zou moeten opleveren;

Overwegende dat het gemeentelijk ontwikkelingsplan van de gemeente Zinnik, definitief aangenomen op 20 maart 2017, op het belang van blauwe steen en van de steengroeven voor de gemeente Zinnik wijst, zowel op economisch vlak als voor erfgoed; dat zij meer in het bijzonder de herziening van het gewestplan in haar inrichtingsdoelstellingen heeft opgenomen om de uitbreiding van de activiteiten van de S.C.A. “Carrières du Hainaut” mogelijk te maken;

Overwegende, bijgevolg, dat noch het milieueffectenverslag noch de adviezen de sociaal-economische verantwoording van het project en de ligging ervan als uitbreiding van de site van de “Carrières du Hainaut” in twijfel trekken; dat de dringende aard van deze aanvraag bevestigd wordt;

Overwegende, evenwel, dat het milieueffectenverslag en de adviesverlenende instanties meerdere suggesties opperen, waarvan sommige in overweging dienen te worden genomen;

Aanpassingen van de aangevraagde zonerings rekening houdend met de inwerkingtreding van het Wetboek (ontginningsgebied en gebied van aanhorigheden bij ontginningsgebieden)

Overwegende, eerst en vooral, dat de keuze van de op te nemen gebieden aangepast dienen te worden aan de bepalingen van het nieuwe Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling; dat twee gebieden van het gewestplan immers sinds 1 juni 2017 de ontwikkeling mogelijk maken van een ontginnende activiteit, namelijk het gebied van aanhorigheden van ontginningen (artikelen D.II.28 en 33 van het Wetboek) en het ontginningsgebied (artikel D.II.41); dat in functie van de specificiteit van de aanvraag, de keuze de ene of de andere optie moet betreffen om op dit of geen deel van de aangevraagde uitbreiding te worden ingeschreven;

Overwegende dat het milieueffectenverslag de site onderzocht heeft in functie van die decretale wijziging, en rekening houdend met de kenmerken van de plaats en de noden aan ontwikkeling van de voorziene ontginningsnijverheid, een opdeling heeft voorgesteld tussen een gebied met de aanhorigheden van ontginningsgebieden en een ontginningsgebied;

Overwegende dat het op 16 juni 2016 aangenomen ontwerp betrekking had op de opnemings van drie ontginningsgebieden in de zin van artikel 32 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Erfgoed, dat toen van kracht was;

Overwegende dat het eerste van die gebieden, aan de noordrand van de site gelegen (beslag ongeveer 43 ha) drie delen omvatte, respectievelijk voor:

- de uitbating van de verlenging van de afzetting van blauwe steen naar het noorden, waar de bovenbedekking enkel uit losse grond bestaat en dus makkelijk bereikbaar is;

- de oprichting van een « noordelijk gebied aanhorigheden » voor de verwerking van de blokken en de instandhouding van het materieel van S.C.A. « Carrières du Hainaut » als vervanging van het gebied gelegen aan het diepste uiteinde van de groeve en die geleidelijk opgevuld zal worden;

de oprichting van een niet-onderbroken wal die de uitbating naar het noorden en westen afsluit, bestaande uit twee delen : de noordelijke wal en de wal "SWDE" genaamd, vlak tegenover gronden van de Waalse Waterdistributiemaatschappij SWDE;

Overwegende dat het deel voor de uitbating van de afzetting geen permanent opgestelde technische aanhorigheden zal bevatten en dus opgenomen zal mogen worden als ontginningsgebied in de zin van artikel D.II.41 van het Wetboek;

Overwegende, daarentegen, dat het deel « noordelijk gebied aanhorigheden » voor de verwerking van de blokken en de instandhouding van het materieel van S.C.A. « Carrières du Hainaut », opgenomen zullen moeten worden als gebied van aanhorigheden bij ontginningsgebieden in de zin van de artikelen D.II.28 en 33 van het Wetboek;

Overwegende dat de beschermende wal die als afzonderingsmarge fungeert in de zin van artikel D.II.28 opgelegd wordt, zowel voor het gebied van aanhorigheden bij ontginningsgebieden als voor ontginningsgebieden; dat deze wal dus deel zal uitmaken van het gebied dat daardoor afgezonderd zal worden;

Overwegende dat het tweede gebied dan, gelegen aan de westelijke rand van de site (beslag ongeveer 73 ha) vier delen bevatte, respectievelijk voor:

- de uitbreiding van het gebied « strook Neufvilles » naar het zuiden, om de uitbating mogelijk te maken van de verlenging van de afzetting van blauwe steen naar het westen;

- de oprichting van een gebied van aanhorigheden voor de bouw van een nieuwe granulaatfabriek;

- de oprichting van een niet-onderbroken wal die de uitbating naar het westen afsluit, bestaande uit twee delen: de wal « Neufvilles » en de wal « granulaat »;

- de oprichting van een gebied voor de opslag van steriele gesteenten in de verlenging van de bestaande opslag van steriele gesteenten, deze "huidige, of zuidelijke, opslag genaamd", gelegen in het ontginningsgebied opgenomen op het gewestplan ten gevolge van het besluit van 16 januari 2003;

Overwegende dat het deel voor de uitbating van de afzetting (uitbreiding van de strook "Neufvilles") geen permanent opgestelde technische aanhorigheden zal bevatten en dus opgenomen zal mogen worden als ontginningsgebied in de zin van artikel D.II.41 van het Wetboek;

Overwegende dat het gebied van aanhorigheden voor de bouw van een nieuwe granulaatfabriek en het gebied voor de opslag van steriele gesteenten opgenomen dienen te worden als gebied van aanhorigheden bij ontginningsgebieden in de zin van de artikelen D.II.28 en 33 van het Wetboek;

Overwegende dat de beschermende wal die als afzonderingsmarge fungeert in de zin van artikel D.II.28 opgelegd, zowel voor het gebied van aanhorigheden bij ontginningsgebieden als voor het ontginningsgebieden, deel zal uitmaken van het gebied dat daardoor afgezonderd zal worden;

Overwegende dat het derde gebied dan, opgenomen als aanvulling, diende voor de normnaleving van een deel van de industriële bedrijfsruimte en een deel van het gemeentelijk overleggebied met een industrieel karakter die ten zuidoosten van de site liggen, met daadwerkelijk gebruik van de gronden zoals voortvloeit uit de verstrekte vergunningen; dat, rekening houdend met het feit dat die gebieden grotendeels vervat zijn in het bestaande gebied van aanhorigheden bij ontginningsgebieden, het logisch is ze eveneens op te nemen als gebied van aanhorigheden bij ontginningsgebieden;

Overwegende, bovendien, dat het Wetboek bepaalt dat de opnemings van een nieuw ontginningsgebied de bepaling inhoudt, reeds in het stadium van de herziening van het gewestplan, van de duidelijke bestemming die deze goeden na afronden van de uitbating zullen krijgen;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenverslag bijgevolg oppert dat de opgenomen ontginningsgebieden groengebieden worden na afronden van de ontginning; dat deze keuze coherent is daar het na afronden van de ontginning hoofdzakelijk om ontginningsputten zal gaan;

Overwegende, ten slotte, dat het nodig is de globale consistentie van het gewestplan op deze site te garanderen; dat bijgevolg nagegaan dient te worden of de opdeling tussen ontginningsgebieden (gebieden die niet voor bebouwing bestemd zijn) en gebieden van aanhorigheden bij ontginningsgebieden (gebieden bestemd voor bebouwing) relevant is;

Overwegende dat uit dit onderzoek blijkt dat het te verkiezen valt, een brede strook van ontginningsgebieden op te nemen (die groengebieden worden na afronden van de ontginning), waarin, ten westen, de gehele strook van Neufvilles zou komen te liggen en die dwars door de ontginningsput van de noordelijke uitbreiding in het oosten de opslag noord zou bereiken; dat dit brede gebied, niet voor bebouwing bestemd, op termijn een groene doorgang zou vormen die vanuit het dorp Neufvilles naar de agglomeratie van Zinnik zou trekken, met een oppervlakte van om en bij de 65 hectare;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenverslag, om de continuïteit te verzekeren, voorstelt dat:

- het noordelijk deel van de strook Neufvilles;

- en meerdere terreinen gelegen bezuiden de weg naar Neufvilles (aan weerskanten van de huidige granulaatfabriek), heden opgenomen op het gewestplan als gebied van aanhorigheden bij een ontginningsgebied, omgevormd zouden worden tot ontginningsgebied, dat dan weer, na afloop van de ontginning, een groengebied zou worden;

Overwegende dat de opdeling van deze bestemmingen als geheel op relevante wijze verantwoord wordt door de auteur van het milieueffectenverslag; dat de Beleidsgroep Leefmilieu een gunstig advies uitbrengt voor dit voorstel en dat andere geraadpleegde instanties geen bedenkingen daarover maken; dat de Regering bijgevolg, mits een kleine aanpassing (6 are), beslist, het project op deze wijze te wijzigen;

Andere wijzigingen van de op te nemen gebieden

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenverslag vier andere aanpassingen aan de gebieden, op te nemen op het gewestplan, voorlegt;

Overwegende dat de eerste aanpassing de westelijke rand van het gebied van aanhorigheden bij het ontginningsgebied, bestemd voor de granulaatfabriek, betreft; dat de projectontwerper vaststelt dat deze rand een kleine overlapping vertoont met de beek "Plantin" en dus voorstelt om een lichte oostwaartse verschuiving door te voeren om de grens van deze waterloop te volgen; dat deze rechtzetting tot gevolg heeft dat het gebied van aanhorigheden bij ontginningsgebieden met om en bij de 26 are verkleint;

Overwegende dat het Operationeel Directoraat-generaal in zijn advies van 15 mei 2018 erop aandringt om deze wijziging aan te nemen; dat het immers noodzakelijk is het gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden op deze plaats te verminderen;

Overwegende dat de tweede aanpassing betrekking heeft op het noorden van het gebied van aanhorigheden bij een ontginningsgebied, dat de strook van Neufvilles vormt;

Overwegende dat het op het gewestplan bestaande gebied van aanhorigheden bij het ontginningsgebied, op die plaats, een kleine bewerkte strook land (1,08 ha) en enkele woningen (53 are) omvat, dat die ruimte niet uitgebaat of gebruikt zal worden voor het optrekken van de wallen en dat het erbij aansluitend gebied van aanhorigheden bij een ontginningsgebied omgevormd zal worden tot een ontginningsgebied, dat later, na afloop van de ontginning, een groengebied zal worden;

Overwegende dat de projectontwerper voorstelt, om die ruimte op te nemen als, respectievelijk, landbouwgebied en woongebied met een landelijk karakter;

Overwegende, immers, dat er op het gewestplan geen afzonderlijk, zeer klein, gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden, bovendien gelegen buiten de site uitgebaat door S.C.A. "Carrières du Hainaut" mag blijven bestaan; dat de opnemings van 1,08 ha bewerkte landbouwgebied verantwoord is; dat de ruimte van 53 are, omvattende enkele woningen, rekening houdend met diens geïsoleerd karakter, niet opgenomen mag worden als woongebied met een landelijk karakter; dat genoemd gebied evenwel opgenomen mag worden als landbouwgebied om de coherentie van het gewestplan op die plaats te waarborgen, waarbij voorkomen kan worden dat die gronden als gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden worden behouden;

Overwegende dat de derde aanpassing de vergroting beoogt van het ontginningsgebied van de strook Neufvilles naar het zuidoosten toe, ten nadele van het gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden, ten behoeve van de granulaatfabriek; dat die verbreding met ongeveer 3,49 ha een voldoende brede toegang mogelijk maakt naar de strook van Neufvilles, waarbij voldoende ruimte overblijft voor de vestiging van de nieuwe granulaatfabriek; dat die aanpassing hoe dan ook de globale ontginningsoppervlakte niet wijzigt;

Overwegende dat de vierde aanpassing de noordelijke uitbreiding betreft (ontginningsgebied en gebied van aanhorigheden bij ontginningsgebieden); dat de projectontwerper immers voorstelt om genoemd gebied naar het westen wat kleiner te maken (0,57ha), zodat het nieuwe baanvak van de kasseiweg en de onmiddellijke omgeving ervan niet knaagt aan het groengebied en aan het dienstverleningsgebied van de Waalse Watermaatschappij;

Overwegende dat het Operationeel Directoraat-generaal in zijn advies van 15 mei 2018 erop aandringt om deze wijziging aan te laten nemen;

Overwegende dat er geen overige bemerkingen van de adviesverlenende instanties op die aanpassing voorhanden zijn;

Overwegende, overigens, dat er op het niveau van de parking gelegen in het noordoosten van de site (toegang via de rue du Viaduc) op het gewestplan een klein watervlak van om en bij de 16 are overblijft, op het gewestplan opgenomen zonder dat de feitelijke toestand recht wordt gedaan; dat het dus past, het op te nemen als gebied van aanhorigheden bij het ontginningsgebied, zoals de naast liggende terreinen;

Overwegende dat die wijzigingen van het project, aangenomen op 16 juni 2016, zoals hierboven omschreven, verantwoord zijn en voor significante verbeteringen zorgen; dat de Regering beslist het project dienovereenkomstig te wijzigen;

Onttrekking van de noordelijke opslag aan diens bestemming

Overwegende dat de voormalige ophoping van steriele gesteenten, gekend als de noordelijke opslag (« motte nord », « ancienne motte » of « motte Manant »), gelegen in het noordoosten van de site, heden opgenomen is als gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden op het gewestplan;

Overwegende dat die site enerzijds uit een relatief vlakke top van om en bij de 11 hectare bestaat, en anderzijds uit meestal beboste hellingen die samen met de vlak ernaast, zuidelijk gelegen terreinen, met de naam "forêt Rombaux", een oppervlakte van om en bij de 20 ha beslaan;

Overwegende dat het project, aangenomen op 16 juni 2016, in de opnemings voorzag van deze steenbergtop als landbouwgebied, en in de opnemings van de hellingen als groengebied;

Overwegende dat die site, die tegelijk vlakbij de agglomeratie van Zinnik ligt en rijk is op vlak van biodiversiteit, in het bijzonder onderzocht werd door de auteur van het milieueffectenverslag en dat er talrijke inlichtingen zijn uitgewisseld met de gemeente Zinnik dienaangaande;

Overwegende dat de stad Zinnik vaststelt dat de bestaande dienstverleningsgebieden te Zinnik verzadigd zijn;

Overwegende dat de stad acht dat de nabijheid van deze uitzonderlijke site voor de agglomeratie Zinnik optimaal benut moet worden voor haar inwoners;

Overwegende, bijgevolg, dat de stad wenst er een recreatiegebied aan te leggen voor openluchtssporten, toegankelijk voor een gevarieerd publiek; dat ze ook wenst dat er activiteiten met een landbouw karakter (gemeenschappelijke moestuintjes en boomgaarden, herderactiviteiten) ontwikkeld kunnen worden;

Overwegende dat die optie, in haar gemeentelijk ontwikkelingsplan, op die plaats niet voorzien was, maar de behoeften aan beschikbare terreinen voor openluchtssportactiviteiten werden vastgesteld;

Overwegende dat het gemeentecollege in de beraadslaging en het besluit van 5 juli 2017 die behoeften in detail omschrijft, met name op grond van de doelstellingen van haar overkoepelend strategisch plan;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenverslag, rekening houdend met deze gegevens, voorstelt om de top van deze opslag op te nemen als dienstverleningsgebied (11,3 hectare), en de hellingen en de "forêt Rombaux" als bosgebied (15,2 hectare), uitgezonderd een klein, naar het zuiden georiënteerd deel (4,5 hectare), dat voorgesteld wordt als landbouwgebied;

Overwegende dat de voorwaarden van artikel D.II.45. niet van toepassing zijn, aangezien het de opnemings betreft van een voor bebouwing bestemd gebied dat volgt op een reeds bebouwd gebied;

Overwegende dat de Beleidsgroep Leefmilieu enig voorbehoud maakt bij dat voorstel, met name omdat de opnemings als landbouwgebied het verlies aan landbouwgebied, veroorzaakt door deze gewestplanherziening, beter gecompenseerd zou hebben;

Overwegende dat de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening, gelet op de talrijke gemeentelijke projecten, voorstelt dat de gemeente vooraf een gemeentelijk ontwikkelingsplan uitwerkt, vooraleer gemeenschapsinstallaties op deze plaats te vestigen en in afwachting landbouwactiviteiten voorziet voor deze locatie;

Overwegende dat het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Leefmilieu, in zijn advies van 15 mei, zich tegen het voorstel van de gemeente kant en acht dat de locatie prioritair voorzien moet worden voor de instandhouding en de ontwikkeling van de biodiversiteit, waarbij opgemerkt wordt dat dit de ontwikkeling van een landbouw van het extensieve type en een net aan wandelwegen niet in de weg staat;

Overwegende dat artikel D.I.1. bepaalt dat de ontwikkeling van het Waals grondgebied duurzaam en attractief moet zijn; dat daarvoor op een evenwichtige manier tegemoet moet worden gekomen aan en geïntegreerd moet worden op de noden van de samenleving, de economie, de demografie en de mobiliteit van de gemeenschap, rekening houdend met de dynamiek en de specificiteiten van gebied en sociale samenhang

Overwegende, bijgevolg, dat de keuze voor een bestemming in de ruimtelijke ordening gedaan moet worden met behoud van een globale en evenwichtige visie op het grondgebied en onder vergelijking van de potentialiteiten van de sites met het oog op de toekenning van de meest geschikte bestemming rekening houdend met de noden van de gemeenschap en de specificiteiten van het gebied;

Overwegende dat die site ontegensprekelijk potentialiteiten inhoudt voor de ontwikkeling van de biodiversiteit;

Overwegende, evenwel, dat de, gestaag groeiende, stadsbevolking ook nood heeft aan ruimte voor ontspanning en bezinning; dat die ruimte in de onmiddellijke nabijheid van de steden moet liggen, zodat er geen verplaatsing met motorvoertuigen aan te pas moet komen;

Overwegende, overigens, dat de opneming van een dienstverleningsgebied niet inhoudt dat de locatie volledig kunstmatig wordt; dat de projecten van de stad Zinnik integendeel veel plaats ruimen voor groengebieden; dat de vergunningen in een dergelijk gebied, hoe dan ook, door de gemachtigd ambtenaar verstrekt zullen worden, wat een garantie is voor de samenhang in de ontwikkeling van de activiteiten ten opzichte van de gewestelijke opties;

Overwegende, overigens, dat huidige herziening van het gewestplan in de opneming voorziet van om en bij de 65 hectare ontginningsgebied, dat groengebied wordt na afloop van de exploitatie; dat de met groen overdekte wallen bovendien de locatie in zijn geheel zullen omgorden en voorzien zullen zijn van een ecologische doorgang; dat de ontwikkeling van de biodiversiteit bijgevolg op lange termijn in het westen van Zinnik gegarandeerd wordt; dat andere bestaande locaties van groeven in de gemeente waarschijnlijk ook, op zijn minst gedeeltelijk, tot groen- of natuurgebieden omgevormd zullen worden;

Overwegende, bijgevolg, dat de opneming, enerzijds, van 65 ha ontginningsgebied voor een toekomstig groengebied en, anderzijds, van 11 ha dienstverleningsgebied in de loop van dezelfde gewestplanherziening het mogelijk zal maken om op een evenwichtige manier in te spelen op de behoeften van de gemeenschap, zowel in termen van bescherming van de biodiversiteit als in termen van antwoord op de behoeften aan recreatie- en sportruimtes voor de plaatselijke bevolking;

Overwegende, bijgevolg, dat de Regering beslist het ontwerp te wijzigen volgens de omtrekken voorgesteld door de auteur van het milieueffectenverslag;

Balans van de compensaties

Overwegende dat het project, aangenomen op 16 juni 2016, in de opneming voorzag, ten nadele van het landbouwgebied, van om en bij de 115 hectare ontginningsgebied in de zin van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium; dat bedoeld gebied op die datum gerangschikt was onder de gebieden bestemd voor bebouwing;

Overwegende dat bedoeld project, als planologische compensatie, in de onttrekking voorzag van ongeveer 64 hectare aan zijn bestemming op de site van de Henegouwse steengroeven (de noordelijke opslag en de terrein daarnaast in het noordoosten, de "forêt Rombaux" en een groot deel van de zuidelijke opslag) en, ter aanvulling, ongeveer 54 hectare op de site van de steengroeven "Nocarcentre" in het gehucht "Restaumont" op het grondgebied van de gemeente Ecaussinnes, namelijk een totaal van om en bij de 118 hectare;

Overwegende dat, rekening houdend met de inwerkingtreding van het Wetboek, de auteur van het milieueffectenverslag voorgesteld de aanvraag tot opneming, ten nadele van het landbouwgebied, op te delen tussen gebieden van aanhorigheden van ontginningsgebieden (ongeveer 70 ha) en ontginningsgebieden (ongeveer 45 ha); dat het gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden ingedeeld is bij de gebieden bestemd voor bebouwing, terwijl het ontginningsgebied ingedeeld is bij de gebieden die niet voor bebouwing bestemd zijn; dat bijgevolg enkel de opneming van de gebieden van aanhorigheden van ontginningsgebieden als landbouwgebied de toepassing vereist van het compensatiebeginsel verwoord in artikel D.II.45, § 3, van het Wetboek;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenverslag daarenboven de omvorming voorgesteld heeft van om en bij de 20,5 ha gebieden van aanhorigheden bij ontginningsgebieden tot ontginningsgebieden; dat die omvorming voor de opneming kan zorgen van een doorlopende strook van ontginningsgebieden in het gewestplan, maar dat dit ook verdere planologische compensaties mogelijk maakt;

Overwegende dat de som van de oppervlakten van de planologische compensaties voortvloeiend uit die omvorming (20,5 ha), van het onbebouwd gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden, op te nemen als landbouwgebied benoorden de strook van Neufvilles (1 hectare) en van de oppervlakten van de reeds in het aangenomen project van 16 juni 2016 (64 ha) voorziene compensaties, verminderd met de oppervlakte van de top van de noordelijke opslag (die opgenomen zal worden als dienstverleningsgebied : 11,3 ha) gelijkstaat met iets meer dan 74 ha;

Overwegende dat die planologische compensaties juridisch voldoende zijn om in te gaan op het compensatiebeginsel van artikel D.II.45, § 3, van het Wetboek; dat het dus niet meer nodig is gronden aan hun bestemming te onttrekken op de site van de steengroeven van "Nocarcentre" in het gehucht "Restaumont" te Ecaussinnes;

Overwegende dat de adviesverlenende instanties over dat aspect geen bijzonder advies hebben uitgebracht;

Overwegende dat de Regering aansluit bij de voorstellen voor planologische compensaties van de auteur van het milieueffectenverslag;

Afschaffing van een wegvak van de rue de Neufvilles et de route de la Pierre bleue

Overwegende dat de uitbreiding van de ontginningsput naar het noorden de schrapping zal vereisen van een baanvak van de rue de Neufvilles (N524) en van een baanvak van de route de la Pierre bleue;

Overwegende dat de Regering in haar besluit van 16 juni 2016, om de oprichting van twee nieuwe baanvakken te garanderen en te lokaliseren ter vervanging van de geschrapte baanvakken, enerzijds de opneming van het noordelijk ontginningsgebied voorzien heeft van bijkomend voorschrift "S61, luidend als volgt: "Er mag geen enkele vergunning voor de afschaffing van een baanvak van de rue de Neufvilles en van de distributie-uitrustingen langs deze weg of langs de route de la pierre bleue ten uitvoer worden gelegd in dat gebied zolang de omleidende wegen van de afschafte vakken niet zijn aangelegd en operationeel zijn en zolang de financiële bijdragen voor het herstel van de verschillende nutsbedrijven niet door de aanvrager van de vergunning zijn ingediend" en anderzijds een reserveringsonttrek in de zin van artikel 40, § 1, 6°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, Stedenbouw en Patrimonium in het ontwerp-plan heeft opgenomen;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenverslag het belang bevestigt van de verbindingsweg Zinnik-Neufvilles, zowel voor het verkeer als voor de structurering van het grondgebied; dat hij er bijgevolg op wijst dat er weldegelijk twee baanvakken dienen te worden aangelegd, de eerste om een zo rechtstreeks mogelijke verbinding te maken tussen het oostelijk en het westelijk deel van de rue de Neufvilles en de andere om de route de la Pierre bleue door te trekken naar de toegang tot de "Carrières du Hainaut"; dat hij daarnaast meerdere scenario's voorstelt en beoordeelt;

Overwegende dat de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening het kwaliteitsvol werk van de projectontwerper in diens onderzoek naar de wegen en dat de andere adviesverlenende instanties niet ingaan op dat aspect;

Overwegende, evenwel, dat, enerzijds, de route de la Pierre bleue en de rue de Neufvilles geen wegen zijn, opgenomen op het gewestplan, en dat, anderzijds, het Wetboek de opneming van reserveringsonttrek op het gewestplan voor andere dan hoofdinfrastructuren niet meer mogelijk maakt;

Overwegende dat vastgesteld dient te worden dat de opnemings van een nauwkeurige omtrek hoe dan ook voor moeilijkheden had kunnen zorgen bij het verstrekken van de vergunningen; dat de tracé-omschrijving van de uit te voeren baanvakken in woorden uitgeschreven dient te worden om de toekomstige wegen optimaal te laten voldoen aan de vastgestelde behoeften en om zo weinig mogelijk hinder te veroorzaken;

Overwegende, overigens, dat de aanleg van de voorgestelde wegvakken de onttrekking van een baanvak van de route de la Pierre bleue, gelegen aan de buitenkant van de uitbatingsomtrek van de S.C.A. "Carrières du Hainaut" aan zijn bestemming zal inhouden; dat de auteur van het milieueffectenverslag, om het gebied niet nog meer te laten versnipperen, de ontmanteling en de teruggave van deze ruimte aan de landbouw aanbeveelt;

Overwegende, ten slotte, dat, wat betreft de zachte mobiliteit, de auteur van het milieueffectenverslag aanbeveelt om de continuïteit van de fiets- en voetgangerstrajecten tussen Zinnik en Neufvilles-dorp te garanderen via met name de aanleg van een trottoir en een fietspad langs de rue de Neufvilles en op het gemeenschappelijk vak met de route de la Pierre bleue.

Overwegende dat de Regering, om deze aanbevelingen op te nemen, beslist bijkomend voorschrift *S61, opgelegd bij het besluit van 16 juni 2016, op volgende wijze aan te vullen:

"Er mag geen enkele vergunning voor de afschaffing van een baanvak van de rue de Neufvilles en van de distributie-uitrustingen langs deze weg of langs de route de la Pierre bleue ten uitvoer worden gelegd in dat gebied zolang de omleidende wegen van de afgeschafte vakken niet zijn aangelegd en operationeel zijn en zolang de financiële bijdragen voor het herstel van de verschillende nutsbedrijven niet door de aanvrager van de vergunning zijn ingediend".

De aan te leggen omleidingen zijn :

- enerzijds, een baanvak van de route de la Pierre bleue dat in het zuiden zijn beginpunt zal hebben ten zuidwesten van het dienstverleningsgebied (waar de installaties van de Waalse Waterdistributiemaatschappij liggen) en dat in noorden met huidige tracé samenstelt op de plaats « Spodiau »;

- anderzijds, een baanvak van de route de Neufvilles dat, beginnend ten oosten van de route de Neufvilles, via het noorden en oosten langs het nieuwe gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden, opgenomen benoorden de site « Carrières du Hainaut » zal komen te liggen, en in het westen zal samensmelten met het nieuwe baanvak van de Route de la Pierre bleue.

Beide baanvakken zullen inrichtingen omvatten voor de instandhouding en de ontwikkeling van de fietsers- en voetgangersmobiliteit tussen Zinnik en Neufvilles.

De vergunning voor de omleidende wegen zal eveneens betrekking hebben op de ontmanteling van het baanvak van de route de la Pierre bleue dat uit gebruik zal worden genomen en op de teruggave van de aldus vrijgemaakte gronden voor landbouwgebruik.;"

Andere bijkomende voorschriften, voorwaarden en aanbevelingen

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenverslag, naast de voorstellen voor de aanpassingen in de zonering en de ligging van het tracé van de wegen die de afgeschafte wegen moeten vervangen, nog andere aanbevelingen verwoordt;

Overwegende, eerst en vooral, dat hij het nut bevestigt van bijkomend voorschrift *S62, opgenomen in het besluit van 16 juni 2016 ertoe strekken, de ontginningsactiviteit in de verbrede strook van Neufvilles niet te vergunnen zolang een gelijkwaardig oppervlak van de huidige ontginningsput niet gedempt en heraangelegd is;

Overwegende, vervolgens, dat hij het ontginningsprogramma zoals voorzien door S.C.A. "Carrières du Hainaut" van zijn bekrachtiging voorziet voor een periode tot 2080; dat het laagst gelegen punt van de ontginningsput dan -32 meter zal bereiken in de NGI-kwotering;

Overwegende, daarentegen, dat hij de ontwerp-ontginning van S.C.A. "Carrières du Hainaut" niet bekrachtigt voor de periode 2080-2130;

Overwegende dat S.C.A. "Carrières du Hainaut" tijdens die periode de ontginning beoogt in de blauwe steenafzetting, op zeer grote diepte, onder het gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden, die heden is aangevraagd met het oog op de vestiging van de nieuwe granulaatfabriek;

Overwegende dat de uitbating van blauwe steen op dergelijke dieptes onvermijdelijk aanzienlijke gevolgen zou hebben op het grondwater en dat het onmogelijk is deze termijn in een beoordeling te betrekken, rekening houdend met de huidige wetenschappelijke kennis en de onvermijdelijke evolutie van de in het geding zijnde parameters die met name voortvloeien uit de evolutie van de andere nabijgelegen steengroevenlocaties waarvan de toekomst op zulke lange termijn onbekend is; dat het onmogelijk is een dergelijk scenario te bekrachtigen;

Overwegende, bovendien, dat de ontginning van blauwe steen op deze locatie de verplaatsing zou vereisen van de nieuwe granulaatfabriek en dat zijn toekomstige ligging onbekend is en hoe dan ook niet 60 jaar vooraf bestudeerd kan worden;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenverslag voorstelt dat de situatie na afloop van de exploitatie, zijnde in 2080, opnieuw beoordeeld wordt in functie van de toekomstige gegevens; dat als de verderzetting van de exploitatie is beslist, de problemen in verband met o.a. hydrologie en technische installaties opgelost zullen moeten worden; dat de locatie zoniet heringericht en omgevormd zal worden;

Overwegende dat er in het gewestelijk structuurplan staat dat gewestplanherzieningen, aangenomen met het oog op de opnemings van ontginningsgebieden, in moeten gaan op de noden van de gemeenschap op middellange termijn, namelijk voor een duur van om en bij de dertig jaar (blz. 219); dat, bij dit project, een duur van zestig jaar aanvaardbaar is rekening houdend met de omvang van de nodige investeringen voor de vestiging van de nieuwe granulaatfabriek; dat het daarentegen niet mogelijk is de behoeften van de gemeenschap, met name in sociaal-economische termen, op meer dan honderd jaar te beoordelen;

Overwegende dat de Regering, in haar besluit van 16 juni 2016, reeds voorbehoud maakte bij de mogelijkheid om dat gebied te ontginnen; dat zij dat gebied evenwel in de ontwerp-herziening van het gewestplan heeft opgenomen, rekening houdend met het feit dat de noodzaak ervan voor de vestiging van de nieuwe granulaatfabriek onbetwist is;

Overwegende dat, wat dat gebied betreft, de Regering het standpunt van de auteur van het milieueffectenverslag overneemt; dat zij bijgevolg bij dat gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden bijkomend voorschrift *S63, luidend als volgt, voor specialisatie en nadere omschrijving van de bestemming, voegt: *"De uitbating van de ondergrond is in dat gebied niet toegelaten."*;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenverslag, in termen van mobiliteit, ook vaststelt dat de hinder aanzienlijk verlaagd zou kunnen worden indien een deel van de granulaatproductie met het spoor zou kunnen worden verzonden;

Overwegende dat het spoor langs de site "Carrières du Hainaut" ligt en dat de nieuwe granulaatfabriek zeer dicht bij de lijn zal liggen;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenverslag de technische haalbaarheid van een aansluiting op het spoor heeft onderzocht en een tracé heeft voorgesteld; dat hoewel die aansluiting vanuit een economisch standpunt nog niet rendabel blijkt, dat ook voor de toekomst geldt; dat hij bijgevolg voorstelt om in dat perspectief een reserveringsgebied op het gewestplan te voorzien;

*Overwegende dat een dergelijk reserveringsgebied, sinds de inwerkingtreding van het Wetboek, niet meer op het gewestplan kan worden opgenomen; dat die opnemingshoeveelheid dan ook niet nodig is daar het reeds volstaat ruimte voor die functie in dat gebied te voorzien; dat de Regering bijgevolg beslist, volgende omschrijving als voorschrift *S63 in te voegen: « Dit gebied moet een ruimte voorzien voor de eventuele aanleg van een spoor aansluiting. »;*

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenverslag, wat betreft het alternatief vervoer via de waterweg, aanstipt dat, hoewel dat alternatief in de toekomst te overwegen valt, het startpunt van het vervoer uit de steengroeve steeds via de weg gebeurt en dat de overzet van de vracht heden deze oplossing onrendabel maakt;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenverslag nog andere relevante aanbevelingen maakt wat betreft:

- de wegen en paden die aan hun bestemming zullen worden onttrokken: deze verrichting laten samengaan met de opnemingshoeveelheid van twee nieuwe wegen (met steenslag) aan de west- en zuidrand, om te voorkomen dat de trajecten op doodlopende wegen eindigen;
- de instandhouding van de landbouwactiviteit op de gronden binnen de omtrek zolang het gebruik ervan voor de ontginning en de aanhorigheden niet is aangevat;
- de afgegraven teeltgrond en het hergebruik ervan;
- geluidshinder, hinder door mijnschoten, door trillingen;
- Nutsbedrijven (waterleiding Waalse distributiemaatschappij, pijpleiding TOTAL, elektriciteitslijn);
- beheer van het grondwater en het oppervlaktewater (overleg tussen Waalse waterdistributiemaatschappij, de S.C.A. « Carrières du Hainaut », de N.V. « Pierre bleue belge » en UMons);
- biodiversiteit en ecologisch net (wallen, opslagheuveld, beek Plantin);
- topografie en landschap;
- profilering van opslagheuvel;
- profilering van de wallen met voorgestelde hoogte van 10 meter;
- afschrapen granulaatwal, noordelijke wal en een deel van de wal van de Waalse distributiemaatschappij na uitbating;
- integratie van granulaatfabriek in landschap;
- erfgoederen en archeologische sites;

Overwegende dat de adviesverlenende instanties bepaalde voorstellen in het bijzonder van hun goedkeuring of steun voorzien;

Overwegende dat de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening de kwaliteit van deze tweede fase van het milieueffectenverslag benadrukt, waarin de gezamenlijke kenmerken en effecten van het project op de geologie, de hydrogeologie, de landschappen, de lucht, de landbouw, de biodiversiteit, het geluid, de mijnschoten, de trillingen en het mobiliteitsvraagstuk aan bod komen;

Overwegende dat de Adviesverlenende gemeentelijke commissie Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit erop aandringt om deze aanbevelingen verplicht te maken op het tijdstip van afgifte van de vergunningen;

Overwegende dat de meeste aanbevelingen niet onder het gewestplan vallen en inderdaad mee in rekening gebracht kunnen worden bij latere afgifte van de vergunningen;

Overwegende dat de andere opmerkingen van de adviesverlenende instanties voor het overige eveneens onder de begeleidende maatregelen van de uit te reiken vergunningen vallen;

Overwegende, voor het overige, dat het ontwerp, aangenomen op 16 juni 2016, bepaalde dat de herziening van het gewestplan pas definitief aangenomen zal kunnen worden wanneer de twee groengebieden en de twee landbouwgebieden, als planologische compensatie opgenomen op de opslagheuvelds "ancienne motte" en "motte actueel" volledig heringericht zullen zijn;

Overwegende dat die herinrichtingen, wat de zuidelijke opslagheuvel betreft, reeds goed opgeschoten zijn, zonder afgewerkt te zijn; dat deze voorwaarde aan de toestand en aan de nieuwe bestemmingen voor de noordelijke opslagheuvel aangepast moeten worden, en wel op volgende wijze: *"geen enkele vergunning zal uitgereikt mogen worden voor het nieuwe ontginningsgebied en het nieuwe gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden zolang de twee landbouwgebieden, het bosgebied en het groengebied, als planologische compensatie opgenomen op de opslagheuvelds "motte nord" en "motte sud" niet volledig heringericht zullen zijn."*;

Overwegende, bovendien, dat de auteur van het milieueffectenverslag acht dat voor de aanleg van de verlenging van de opslagheuvelds met steriele gesteenten de aanleg voorzien moet worden van een tijdelijke singelwal waardoor de impact van het opvullingsproces, gezien van buiten de site, beperkt zal kunnen worden;

Conclusie :

Overwegende dat de kwaliteit van het milieueffectenverslag zowel door de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening als door de Beleidsgroep Leefmilieu wordt onderstreept;

Overwegende dat het milieueffectenverslag weliswaar erop wijst dat het project hinder zou kunnen veroorzaken, maar ook vaststelt dat die hinder te beheersen valt;

Overwegende dat de Regering na onderzoek van het milieueffectenverslag acht dat het ontwerp-plan, aangenomen op 16 juni 2016, gewijzigd dient te worden om beter in te gaan op de nagestreefde doelstellingen en besluit een gewijzigd plan, dat die verwachting moet inlossen, als ontwerp aan te nemen;

Overwegende dat dit ontwerp tegemoet komt aan de doelstellingen van de gewestelijke beleidsverklaring 2017-2019; dat de Regering daar inderdaad stelt dat zij de sociaaleconomische ontwikkeling wil steunen om meer toegevoegde waarde en meer werkgelegenheid te creëren, met name door de bedrijven voldoende ruimte voor hun ontwikkeling te kunnen geven;

Overwegende dat de auteur van het milieueffectenverslag acht dat het ontwerp, rekening houdend met de ligging ervan en de vastgestelde impacten, geen niet te verwaarlozen effecten op het leefmilieu van een ander gewest, van een andere lidstaat van de Europese Unie of van een andere staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieueffectenverslag in grensoverschrijdend verband;

Overwegende dat die Waalse Regering zich bij die visie aansluit;

Overwegende, bijgevolg, dat het niet nodig is het nieuwe ontwerpplan voor te leggen aan de bevoegde overheden van de andere gewesten of staten bedoeld in artikel D.VIII.12 van het Wetboek;

Overwegende, bijgevolg, dat het aangenomen ontwerp, samen met het milieueffectenverslag, overgemaakt zal kunnen worden aan de gemeentecolleges die aangewezen zullen worden door de directeur-generaal het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst of, bij gebreke, door de inspecteur-generaal van het Departement Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw van bedoeld directoraat-generaal om aan het openbaar onderzoek te worden onderworpen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Regering neemt als ontwerpplan de gewestplanherziening La Louvière – Zinnik (blad 38/8) aan met betrekking tot de opnemings, op het grondgebied van de gemeente Zinnik (Zinnik en Neufvilles), op de site “Carrières du Hainaut”:

- vier gebieden van aanhorigheden van ontginningsgebieden, ter vervanging;
- een landbouwgebied en een klein dienstverleningsgebied gelegen benoorden de site om buiten de afzetting om technische aanhorigheden te vestigen (ontginning van blauwe steen);
- een landbouwgebied gelegen in het zuidwesten van de site met het oog op :
 - * de oprichting van een gebied voor de bouw van een nieuwe granulaatfabriek;
 - * de vergroting van de opslagruimte voor steriele gesteenten gelegen bezuiden de locatie (“motte sud” genoemd, zuidelijke opslagheuvel);
- een industriële bedrijfsruimte en een gemeentelijk overleggebied met een industrieel karakter, heden vervat in de ontginningsput;
- een zeer klein watervlak;
- een ontginningsgebied dat na afloop van de uitbating ter vervanging groengebied zal worden;
- * drie landbouwgebieden gelegen benoorden de rue de Neufvilles, bezuiden de strook Neufvilles en het gehucht “Moulin”;
- * een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen;
- * drie gebieden van aanhorigheden van ontginningsgebieden gelegen bezuiden de rue de Neufvilles (strook Neufvilles en gronden gelegen aan weerskanten van de huidige granulaatfabriek);
- met het oog op de voortzetting van de uitbating van de bestaande afzetting naar het noorden en het westen;
- een industriële bedrijfsruimte ter vervanging van een gemeentelijk overleggebied met een industrieel karakter, die overeenstemt met een deel van de verwerkingsinstallaties voor blauwe steen;
- vier landbouwgebieden, ter vervanging van vier gebieden van aanhorigheden van ontginningsgebieden, van een zeer klein gemeentelijk overleggebied met een industrieel karakter en een groengebied (locatie zuidelijke opslagheuvel “motte sud”, klein gebied benoorden de strook Neufvilles, zuidelijke flank van de site “motte nord” en gronden gelegen in het noordoosten ervan);
- een groengebied, ter vervanging van een gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden (noordelijke flank van de site genoemd « motte sud »);
- een bosgebied, ter vervanging van een gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden (hellende zones van de site « motte nord » en “forêt Rombaux”);
- een dienstverleningsgebied ter vervanging van een gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden (deel gelegen op de top van de noordelijke opslagheuvel),

Overeenkomstig bijgevoegd plan.

Art. 2. Het gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden en het ontginningsgebied opgenomen op het gewestplan benoorden de huidige weg van Neufvilles worden voorzien van het bijkomend zoneringsvoorschrift *S61 als volgt:

“Er mag geen enkele vergunning voor de afschaffing van een baanvak van de rue de Neufvilles en van de distributie-uitrustingen langs deze weg of langs de route de la pierre bleue ten uitvoer worden gelegd in dat gebied zolang de omliggende wegen van de afgeschafte vakken niet zijn aangelegd en operationeel zijn en zolang de financiële bijdragen voor het herstel van de verschillende nutsbedrijven niet door de aanvrager van de vergunning zijn ingediend”.

De aan te leggen omleidingen zijn :

- enerzijds, een baanvak van de route de la Pierre bleue dat in het zuiden zijn beginpunt zal hebben ten zuidwesten van het dienstverleningsgebied (waar de installaties van de Waalse Waterdistributiemaatschappij liggen) en dat in noorden met huidig tracé samenstelt op de plaats « Spodiau »;

- anderzijds, een baanvak van de route de Neufvilles dat, beginnend ten oosten van de route de Neufvilles, via het noorden en oosten langs het nieuwe gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden, opgenomen benoorden de site « Carrières du Hainaut » zal komen te liggen, en in het westen zal samensmelten met het nieuwe baanvak van de Route de la Pierre bleue.

Beide baanvakken zullen inrichtingen omvatten voor de instandhouding en de ontwikkeling van de fietsers- en voetgangersmobiliteit tussen Zinnik en Neufvilles.

De vergunning voor de omliggende wegen zal eveneens betrekking hebben op de ontmanteling van het baanvak van de route de la Pierre bleue dat uit gebruik zal worden genomen en op de teruggave van de aldus vrijgemaakte gronden voor landbouwgebruik.”.

Art. 3. Het westelijk deel van het ontginningsgebied opgenomen op het gewestplan wordt voorzien van het bijkomend zoneringsvoorschrift *S62 als volgt:

« Geen enkele vergunning voor de ontginning binnen dat gebied mag worden uitgereikt zolang een gelijkwaardige opperolakte, vallend onder die vergunning, gelegen in de huidige put, niet volledig is opgevuld en ingericht, gematerialiseerd door het vrijmaken van de voor deze herinrichting over te maken borgstelling.”.

Art. 4. Het deel van het gebied van aanhorigheden van ontginningsgebieden, gelegen in het westen van de site op de plaats van vestiging van de granulaatfabriek, wordt voorzien van bijkomend voorschrift voor de specialisatie en de nadere omschrijving van de bestemming *S63 als volgt:

“De uitbating van de ondergrond is in dat gebied niet toegelaten.

Dit gebied moet een ruimte voorzien voor de eventuele aanleg van een spooraansluiting. ».

Art. 5. Geen enkele vergunning zal uitgereikt mogen worden voor de nieuwe ontginningsgebieden en de nieuwe gebieden van aanhorigheden van ontginningsgebieden zolang de twee landbouwgebieden, het bosgebied en het groengebied, als planologische compensatie opgenomen op de opslagheuvelds “motte nord” en “motte sud” niet volledig heringericht zullen zijn.

Art. 6. De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juli 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/31970]

4 OKTOBER 2018. — Uitvoeringsbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende uitvoering van artikel 7 van de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14 december 2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen

DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING,

Gelet op de gezamenlijke ordonnantie van 14 december 2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen, artikel 7, § 3;

Gelet op de “gendertest” uitgevoerd op 14 juni 2018 met toepassing van artikel 3, 2° van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het advies nr. 63.819/2/V van de Raad van State, gegeven op 24 juli 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder:

- “de ordonnantie”: de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14 december 2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen.

Art. 2. § 1. Het jaarverslag, met de onderdelen zoals opgesomd in artikel 7 § 1 van de ordonnantie, moet uiterlijk op 30 juni van elk jaar aan de controleautoriteit bezorgd worden, via een aangetekende zending of volgens de nadere regels bepaald door laatstgenoemde.

§ 2. Het model voor het jaarverslag is als bijlagen 1 tot 4 bij dit besluit gevoegd.

Art. 3. § 1. De aangiften van de burgemeesters en schepenen waarin artikel 7 § 2 van de ordonnantie voorziet, moeten ze uiterlijk op 1 oktober van elk jaar via een aangetekende zending bezorgen aan de gemeentesecretaris om gepubliceerd te worden op de website van elke gemeente.

§ 2. Het model voor de aangifte is als bijlage 5 bij dit besluit gevoegd.

Art. 4. De bepalingen van dit uitvoeringsbesluit treden in werking op 1 december 2018.

Art. 5. De minister-president, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 oktober 2018.

R. VERVOORT,
Minister-President

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/31970]

4 OCTOBRE 2018. — Arrêté d’exécution du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution de l’article 7 de l’ordonnance conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune du 14 décembre 2017 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois

LE GOUVERNEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE,

Vu l’ordonnance conjointe du 14 décembre 2017 la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois, en son article 7, § 3.

Vu le test « genre » effectué le 14 juin 2018 en application de l’article 3, 2° de l’ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l’avis n° 63.819/2/V du Conseil d’État donné le 24 juillet 2018, en application de l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2, des lois sur le Conseil d’État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l’application du présent arrêté, il y a lieu d’entendre par :

- « L’ordonnance », l’ordonnance conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune du 14 décembre 2017 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois.

Art. 2. § 1^{er}. Le rapport annuel reprenant les volets tels qu’énumérés par l’article 7 § 1^{er} de l’ordonnance est transmis au plus tard le 30 juin de chaque année à l’autorité de contrôle, par envoi recommandé ou selon les modalités que cette dernière détermine.

§ 2. Le modèle de rapport annuel figure aux annexes 1 à 4 du présent arrêté.

Art. 3. § 1^{er}. Les déclarations des bourgmestres et échevins prévues à l’article 7 § 2 de l’ordonnance sont transmises au plus tard le 1^{er} octobre de chaque année par ces derniers au secrétaire communal pour publication sur le site internet de chaque commune, par envoi recommandé.

§ 2. Le modèle de déclaration figure à l’annexe 5 du présent arrêté.

Art. 4. Les dispositions du présent arrêté d’exécution entrent en vigueur le 1^{er} décembre 2018.

Art. 5. Le Ministre-Président qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions est chargé de l’exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 octobre 2018.

R. VERVOORT,
Ministre-Président